

SÉJOURS D'IMMERSION EN QUESTIONS



TABLE DES MATIÈRES

Table des matières.....	3
Introduction.....	4
Les séjours d’immersion ou... autre chose ?.....	5
Rester ou polluer ?	8
Intérêt des jeunes ou intérêt du Sud ?	11
Le groupe, moteur ou frein à l’évolution de chacun-e ?.....	18
Faut-il cibler certains publics ou toucher tout le monde ?	22
Se préparer à tout ou laisser découvrir ?	27
Sauver l’Afrique : surfer dessus ou endiguer ?	31
Induire l’engagement ou laisser libre ?.....	39
Ambitions des organisations ou attentes des jeunes ?	43
Suivre de près ou laisser voler de ses propres ailes ?.....	47
Les partenaires sud, informatifs ou éducatifs ?.....	52
Déconstruire les stéréotypes ou les renforcer ?.....	56
Le témoignage, faut-il cadrer ou laisser s’exprimer librement ?	59
Récolter l’argent du voyage	62
Se faire accompagner, encadrer ou pas ?.....	66
Mesurer l’impact : passage à l’acte	68
Éducation ou business ?	71

INTRODUCTION

Le monde est de plus en plus globalisé. Les marchandises, les actifs financiers, les informations et la pollution circulent de plus en plus par-delà les frontières. Dans le même temps, l'aspiration des personnes à circuler librement n'a jamais été aussi forte. Les jeunes, né-e-s dans cette société mondialisée, éprouvent l'envie d'en découvrir les différents recoins, d'en connaître les habitant-e-s. Il importe qu'ils puissent exaucer ce vœu. Les voyages forment la jeunesse et il faut qu'elle soit formée, précisément, dans la conscience de leur responsabilité. Ce qu'il adviendra de ce monde, de l'accès des gens à leurs droits, dépend(ra) d'eux.

Les organisations, notamment non-gouvernementales de coopération au développement, ont compris l'opportunité que pouvait représenter cette envie des jeunes de voyager à l'autre bout du monde. Depuis de nombreuses années, elles ont développé une offre de séjours d'immersion leur permettant de répondre à leurs objectifs d'ECMS tout en rencontrant les attentes des jeunes. Cette pratique s'est affinée au fil des ans, parce que le contexte évolue et parce que ces organisations évaluent et ajustent en permanence leurs dispositifs pédagogiques.

Il a toutefois paru nécessaire à Défi Belgique Afrique et Iles de Paix de faire le point sur ces séjours d'immersion adressés à un public adolescent, en âge de fréquentation scolaire obligatoire, et de partager les réflexions qui en résultent. C'est l'objet de la présente publication.

Une journée de lancement, menée en mai 2014, a réuni diverses personnes impliquées dans ce « secteur », issues d'organisations non gouvernementales de coopération au développement, d'autres associations accompagnant ce type de projet, d'organismes bailleurs de fonds, d'équipe éducatives du monde scolaire, des témoins du Sud et d'ancien-ne-s participant-e-s. Les débats ont permis de faire surgir une douzaine de questions-clés. La consultation d'autres expert-e-s a permis d'en faire surgir d'autres et d'y apporter des pistes de réponses.

Le présent document n'a pas la prétention d'offrir des réponses définitives à toutes ces questions. L'éthique, notamment, est sujette à des appréciations subjectives qui peuvent varier d'une personne à l'autre. L'ambition est d'éclairer certains débats afin que les organisations concernées puissent, en meilleure connaissance de cause, poser des choix éducatifs (plus) responsables.

LES SÉJOURS D'IMMERSION OU... AUTRE CHOSE ?

Certaines organisations non gouvernementales inscrivent les séjours d'immersion dans leurs programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS). Ces séjours mobilisent de nombreuses ressources. Il importe donc de s'interroger sur l'impact des séjours d'immersion, de se poser la question de l'opportunité de choisir ce processus éducatif plutôt qu'un autre et ce malgré son coût assez élevé.

D'autres interventions existent en matière d'ECMS. On peut notamment citer l'édition d'outils pédagogiques destinés au monde scolaire, les animations dans les écoles, la production de reportages audiovisuels, la création de *serious games*¹, l'organisation de formations, la participation à des événements grand public et la distribution de périodiques. Contrairement aux séjours d'immersion, ces initiatives se déroulent en Belgique.

De façon générale, les séjours d'immersion se caractérisent par un coût relativement élevé pour un nombre de personnes touchées relativement limité. Ces éléments – qui ne tiennent pas compte de coûts cachés tels que la production de gaz carbonique inhérente au trajet en avion, traités dans une autre partie – ne plaident *a priori* pas pour ce type d'action.

D'autres considérations doivent toutefois être prises en compte afin d'apprécier les séjours d'immersion à leur juste valeur.

DIFFÉRENTS MODES D'APPRENTISSAGE

L'ECMS, parce qu'elle permet à chacun d'agir de façon autonome, solidaire et utile dans un monde complexe, peut être considérée comme un droit fondamental. Il importe donc que ce secteur s'efforce de proposer des démarches d'apprentissage accessibles à chacun-e.

Or, les pédagogues ont depuis longtemps mis en évidence la diversité des types d'apprentissage. À chaque personne correspondent un ou plusieurs canaux privilégiés² :

- la pédagogie rationnelle, reposant sur l'analyse, la réflexion et la cognition, convient aux esprits ayant davantage développé le domaine du raisonné ;
- la pédagogie intuitive, reposant sur l'imagination et la visualisation, convient aux esprits ayant davantage développé le domaine de l'imaginé ;
- la pédagogie organisée, reposant sur la méthode, l'ordre et le classement, convient aux esprits ayant davantage développé le domaine du formalisé ;
- la pédagogie relationnelle, reposant sur la sensibilité et les contacts humains, convient aux esprits ayant davantage développé le domaine du ressenti.

L'ECMS, si elle entend s'adresser à tout le monde, doit multiplier le type d'expériences offertes à ses publics. Il est donc délicat d'entreprendre une comparaison d'interventions appartenant à des registres pédagogiques différents.

La question est plutôt de considérer à quel(s) registre(s) émergent les séjours d'immersion et s'il existe, pour ce canal d'apprentissage, des voies et moyens plus efficaces afin d'atteindre les objectifs que l'on se fixe.

Les séjours d'immersion, permettant à des jeunes de voyager dans un pays du Sud et d'y rencontrer

¹ Un *Serious Game* (en français : « jeu sérieux ») est un outil utilisant les nouvelles technologies dans l'intention spécifique de faire passer un message de manière attractive. Ce message peut être d'ordre pédagogique et avoir pour objectif de sensibiliser, d'apprendre, d'informer.

² Voir par exemple le Carnet de l'Écopédagogue n°5, publié par l'Institut d'éco-pédagogie de l'Université de Liège. Les recherches les plus récentes en neurologie, et plus particulièrement celles portant sur la neuro-plasticité ont mis à mal la relation entre ces types d'apprentissage et le développement de parties du cerveau, mais la typologie des modes d'apprentissage demeure pertinente.

des personnes qui y vivent, offrent des occasions d'apprentissage via des démarches pédagogiques rationnelles, organisées et intuitives. C'est le cas lors de la préparation au voyage et lors d'apports « transmissifs » en cours de séjour. C'est toutefois principalement en ce qui concerne les démarches relationnelles que les séjours d'immersion font la différence par rapport aux autres interventions de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS). En effet, la rencontre interculturelle et les échanges avec différents types d'acteurs (populations villageoises, élèves ou étudiant-e-s, associations citoyennes diverses, etc.) constituent l'une des dimensions clés de ce type d'expérience.

En cela, parce qu'elle repose sur un processus éducatif où se côtoient les différents modes d'apprentissage, la modalité du séjour d'immersion trouve assurément sa place dans la panoplie des différentes interventions d'ECMS.

UN APPRENTISSAGE COMPLET

L'ECMS vise à susciter des apprentissages et des changements à trois niveaux : en termes de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être. Or il est rare de trouver des interventions qui travaillent les trois dimensions en parallèle. C'est pourtant le cas, dans une certaine mesure, des séjours d'immersion.

SAVOIRS

Un-e jeune se rend dans le Sud pour connaître et comprendre. Les acquis dans ces registres sont saisissants, même s'il convient de mettre les jeunes en garde contre la généralisation. Leur découverte d'un village béninois ne peut en aucune façon être extrapolée à l'ensemble de tout le continent africain. La formation qui les prépare au séjour leur permet d'acquérir progressivement une meilleure compréhension des enjeux mondiaux.

SAVOIR-FAIRE

Les jeunes acquièrent des compétences utiles pour des actions collectives ultérieures. Il leur a bien souvent fallu s'organiser pour différents aspects de la préparation du séjour. Certain-e-s développent des compétences de communication lorsqu'il s'agit de présenter leur expérience à d'autres. Il convient de mettre en exergue que la rencontre significative de personnes d'une autre culture développe des aptitudes de travail dans un milieu pluri-culturel. C'est précieux dans nombre d'actions collectives, en particulier pour des synergies ultérieures entre groupes issus de milieux contrastés. Les jeunes apprennent également à débattre, à échanger leurs points de vue entre eux ou avec les personnes qu'ils rencontrent sur le terrain. Les jeunes apprennent à s'affirmer, à avoir confiance dans leur potentiel et à le mettre en valeur.

SAVOIR-ÊTRE

De nombreux jeunes sont considérablement marqués par l'expérience d'un séjour d'immersion. Celle-ci leur permet de porter un autre regard sur leur propre vie en Belgique, sur ce qui est essentiel ou accessoire. La hiérarchie des valeurs est remise en question. Elle peut soit être confortée, soit considérablement chamboulée.

Le séjour d'immersion offre donc une large panoplie d'apprentissages les plus variés. Il importe bien sûr, pour qu'il dégage sa pleine puissance, d'en construire minutieusement le dispositif, sur la base des caractéristiques du groupe et des objectifs qu'il est raisonnable d'espérer atteindre.

UNE HEUREUSE SUBSTITUTION

Poser la question de la valeur ajoutée des séjours d'immersion ne peut se limiter à estimer que les fruits tirés d'une telle expérience n'existeraient simplement pas si elle n'avait pas eu lieu. En effet, force est de constater que, dans un certain nombre de cas, l'alternative au séjour d'immersion encadré par une organisation non gouvernementale est un voyage lointain sans formation ni encadrement de qualité.

Les effets de telles expériences peuvent être dramatiques. Au-delà des risques liés à la sécurité des personnes qui partent à l'aventure dans des pays inconnus, le renforcement de stéréotypes guette les voyageuses et les voyageurs qui n'y sont pas préparé-e-s. Certaines organisations ou entreprises sans scrupule appuient d'ailleurs leur offre de voyages sur l'existence de préjugés qui ne demandent – c'est humain – qu'à se renforcer.

Cette question est développée dans un autre chapitre.

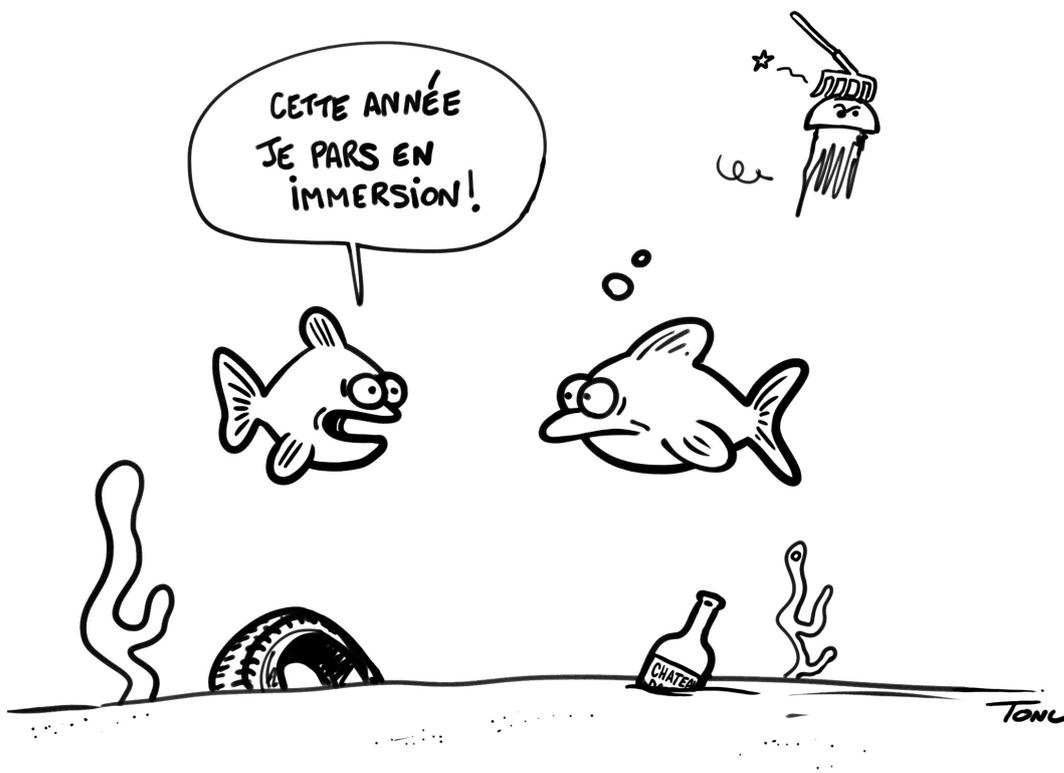
UN IMPACT AVÉRÉ

ACODEV³ a mené à bien en 2014, une vaste étude de l'impact du secteur de l'éducation au développement⁴. Il en ressort que de nombreuses personnes actuellement engagées dans le domaine de la solidarité internationale, au sein du secteur des ONG ou en dehors de celui-ci, identifient explicitement un séjour d'immersion comme l'un des éléments fondateurs de leur engagement.

Il est bien sûr difficile d'identifier le « coût d'opportunité » de ces séjours d'immersion, c'est-à-dire l'impact maximal que l'on pourrait atteindre si on utilisait de la façon alternative la plus efficace les ressources qu'on leur consacre. Espérer mesurer cela, qui a par ailleurs une nature pluridimensionnelle, est un leurre.

Les témoignages qui sont recueillis et les évaluations indépendantes qui sont faites de ces expériences attestent à tout le moins d'un impact sérieux et significatif.

Les séjours d'immersion, à force de remise en question et d'amélioration de leurs dispositifs d'encadrement, ont acquis leurs lettres de noblesse et trouvé une place complémentaire aux autres dans l'ensemble des dispositifs d'ECMS.



³ ACODEV : fédération francophone et germanophone des associations de coopération internationale en Belgique.

⁴ ACODEV, Étude collective d'impact : « Le rôle de l'éducation au développement dans les parcours de vie de citoyens engagés dans des actions solidaires », septembre 2014. Voir sur http://www.acodev.be/system/files/ressources/210892014_etude_impact_ed_engagement-rapport_final.pdf

RESTER OU POLLUER ?

Un séjour d'immersion déplace un groupe de jeunes à quelques milliers de kilomètres. L'avion consomme du kérosène : on estime à 600 kg la quantité de gaz carbonique produite par personne transportée pour un aller-retour entre Bruxelles et Ouagadougou. C'est considérable. N'est-il pas insensé, quand on souhaite contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus durable, de favoriser le réchauffement climatique qui perturbe l'environnement et a un impact désastreux sur les conditions de vie de personnes qui connaissent déjà la précarité ?

D'un côté se trouvent des raisons de mener à bien ce projet de séjour. La formule a fait ses preuves en ce qui concerne la sensibilisation des jeunes ; elle les place efficacement sur l'orbite de l'engagement pour un monde plus juste et plus solidaire.

De l'autre côté deux inconvénients notoires sont à signaler.

Le premier a été mentionné : voyager pollue et les premières victimes du réchauffement climatique sont les populations du Sud.

Le deuxième est plus subtil. Résider en Occident permet de voyager librement à peu près partout dans le monde. La plupart des pays octroient assez facilement un visa touristique à ses ressortissant-e-s. La réciproque n'est pas vraie. Obtenir un visa pour visiter l'Espace Schengen est, pour la plupart des populations du Sud, un parcours semé d'embûches dont l'issue n'est pas toujours favorable. Voyager pourrait être perçu comme l'acceptation implicite d'un privilège, l'approbation d'une situation discriminatoire.

Le dilemme est cornélien. Il interroge l'organisation sur sa cohérence.

Jean-Marie Pelt a, lors d'une conférence à Gembloux fin 2014, identifié une manière de le résoudre. Il faudrait, selon lui, renoncer à ces voyages et utiliser les technologies modernes pour rencontrer personnes et paysages. Des logiciels tels que Skype seraient, à son estime, d'heureuses interfaces pour concilier les avantages de ce type de projet tout en ne s'exposant pas à ses inconvénients.

Cette solution ne résiste toutefois pas à l'épreuve de l'efficacité pédagogique. L'intérêt du séjour d'immersion consiste en effet à apporter une réponse au principe selon lequel « Entendre, c'est oublier, voir, c'est se souvenir et agir, c'est comprendre ». Des documentaires, livres, articles et reportages permettent assurément d'appréhender une réalité lointaine, mais la logique du séjour d'immersion répond à un mode d'apprentissage différent, davantage adapté à certains types d'intelligence.

Ce dilemme, perçu comme un risque d'incohérence, donc comme une faiblesse de la méthode, peut être reconverti en une opportunité pédagogique exceptionnelle. Il s'agit en effet de prendre en considération que la vie est pétrie de contradictions, que le monde réel offre régulièrement des choix dont aucune option n'est absolument vertueuse dans toutes ses dimensions. Un progrès dans un registre se paie souvent par une régression dans un autre, et toute la difficile question de tout être humain consiste précisément à opérer des arbitrages qui impliquent de difficiles pondérations.

L'organisation ne doit pas occulter ce débat, mais au contraire le placer au centre de sa démarche, pour favoriser l'appréhension de la complexité du monde et de l'engagement militant. Les jeunes entendent que les adultes évoluent cahin-caha dans un univers peuplé de contradictions. Elles et ils s'aperçoivent que grandir, c'est identifier les compromis acceptables plutôt qu'adopter une posture sans concession. On apprend à gérer les conflits internes.

C'est à la faveur de ces contradictions que surgiront d'intéressantes questions relatives au rapport que l'on entretient avec le confort, avec l'idée que l'on dispose, soi, du droit naturel de voyager partout dans le monde, avec le pouvoir de l'argent, etc.

QUELQUES PISTES POUR MIEUX GÉRER LES DISSONANCES COGNITIVES

LE SÉJOUR D'IMMERSION COMME INVESTISSEMENT

La pollution générée par le voyage peut être compensée par le changement que le séjour provoquera dans la conscience des jeunes. Les effets du changement climatique, par exemple, peuvent être appréhendés sur place de manière plus spectaculaire qu'au Nord, où ils restent une abstraction de l'esprit. Une agricultrice ou un agriculteur burkinabè explique la perturbation croissante de la pluviométrie et son impact sur ses rendements. Les jeunes qui l'écoutent intégreront le phénomène et comprendront de manière plus durable la nécessité de prendre des dispositions pour limiter cette évolution climatique.

L'expérimentation d'un mode de vie plus frugal peut également modifier le rapport des jeunes avec l'acte de consommation.

Dans ces cas-là, l'atténuation de l'empreinte écologique des jeunes, à leur retour, peut, en fin de compte, avoir un effet net positif sur les émissions de CO₂.

LA COMPENSATION CARBONE

La compensation carbone du billet d'avion peut être une solution. Elle présente l'avantage de répondre au dilemme en neutralisant l'émission de gaz carbonique liée au trajet par le développement d'un projet qui capture une quantité équivalente de CO₂.

Le risque lié à cette pratique est de conforter l'idée que les solutions aux problèmes sont d'ordre économique, donc réservées aux plus nanti-e-s.

De même, les jeunes peuvent s'engager à réduire leur consommation de CO₂ pendant les mois qui précèdent leur départ. Utiliser les transports en commun ou leur vélo, réduire leur consommation d'objets à forte empreinte carbonique, etc. leur permettent d'afficher une réduction de leur production de gaz carbonique équivalente à celle du trajet en avion.

Dans un cas comme dans l'autre se pose la question de lier au voyage cet achat d'une compensation carbone ou cette action équivalente. Adopter des comportements plus responsables devrait idéalement être envisagé avec ou sans voyage...

UNE SURPRODUCTION DE GAZ CARBONIQUE INEXISTANTE

Dans bien des cas, la question n'est pas de savoir si les jeunes partiront ou non, mais dans quel cadre. La volonté et la résolution de découvrir le monde sont bien accrochées. Si la décision est prise de voyager, quoiqu'il advienne, l'émission de gaz à effet de serre se produira de toute façon.

L'enjeu est dans ce cas surtout, que ce séjour s'inscrive dans une démarche pédagogique qui pose les bonnes questions plutôt que de les oblitérer.

Par ailleurs, les statistiques mondiales relatives au trafic aérien indiquent qu'en 2016, plus de 3,6 milliards de personnes auront été transportées en avion. Combien le sont pour des séjours d'immersion ? Il convient donc ici de relativiser la question.

PARTIR... MOINS LOIN

Il n'est pas garanti que les destinations les plus éloignées (et donc les plus « coûteuses » en émission de gaz à effet de serre) soient forcément les meilleures. Une réflexion sur cette question s'impose donc lors du choix du pays où le groupe séjournera.

UNE EXIGENCE SUR LA QUALITÉ

Le fait que le séjour d'immersion présente un « coût » environnemental accroît encore la nécessité de tirer le maximum de parti de l'expérience et, en conséquence, de préparer minutieusement les participant-e-s.

Cette exigence de l'excellence devrait être permanente, et indépendante de l'émission de dioxyde de carbone, mais l'existence de dégâts collatéraux accentue la nécessité de mettre un maximum de poids dans l'autre plateau de la balance.

Je n'avais jamais pris l'avion et c'est à l'aéroport que j'ai vu les camions citerne qui apportaient le carburant aux avions. Je me suis dit que cela devait consommer un max. Les efforts que je fais parfois le matin pour aller chercher les pistolets à vélo à la boulangerie pour éviter que mon père prenne la voiture m'ont subitement paru un peu dérisoires... Puis, quand j'ai vu le nombre que nous étions dans l'avion, je me suis dit qu'il fallait diviser cela par le nombre de voyageurs et ça a été mieux.

Un soir, on en a discuté avec les copines dans la chambre. Il y en a une qui disait qu'elle ferait gaffe, au retour en Belgique, question chauffage et trajets en voiture, pour compenser, mais j'ai dit que je trouvais cela moyen comme idée parce que, si elle peut consommer moins de carburant chez elle, elle doit le faire de toute façon, avec ou sans voyage. Cette histoire de compensation, cela ne me semble pas très sérieux.

Je préfère penser que j'ai vécu une expérience extraordinaire, qui m'a ouvert les yeux sur plein de trucs et que cette pollution, c'est un peu le prix à payer. On n'a rien sans rien et essayer de croire qu'on peut compenser, c'est essayer de se convaincre de quelque chose qui n'est pas juste, c'est s'aveugler un peu. Voilà, j'ai voyagé et pollué. C'est comme ça. La balance est positive, pour moi, et je vis avec ça.

Enfin, c'est ce que je pense...

Sheila, participante à Move with Africa

INTÉRÊT DES JEUNES OU INTÉRÊT DU SUD ?

Les séjours d'immersion s'inscrivent dans une démarche d'ECMS. Celle-ci puise son inspiration tout à la fois dans l'éducation et la coopération au développement. C'est toute sa richesse. C'est aussi toute sa difficulté quand son ADN se trouve tiraillé entre d'aussi nobles gènes.

D'un côté se trouve la démarche pédagogique. Cela n'a pas toujours été le cas dans l'Histoire – que du contraire ! – mais son évolution récente l'oriente vers le bien-être de l'enfant, de l'adolescent-e ou de l'adulte (puisque l'apprentissage se poursuit tout au long de la vie)⁵. L'objectif de l'enseignement est l'épanouissement et l'émancipation de la personne à laquelle il s'adresse. Il est tourné vers l'apprenant-e.

De l'autre côté se trouve la coopération au développement. Elle s'inscrit dans une perspective plus globale, aspirant à ce que chaque être humain de la planète accède effectivement à ses droits fondamentaux, condition minimale du respect de sa dignité. Elle agit à différents niveaux pour atteindre cet objectif, et notamment en faisant comprendre à tou-te-s qu'elles et ils sont co-responsables de ce projet collectif, qui concerne l'Humanité entière. Elle est tournée vers ce qui se trouve hors de l'apprenant-e.

Peut-on, en une seule aventure, poursuivre à la fois l'un et l'autre de ces objectifs ? Ne sont-ils pas parfois contradictoires ?

QU'EST-CE QUE « L'INTÉRÊT DU JEUNE » ?

« L'intérêt des jeunes » n'est pas un terme univoque.

Distinguer les envies d'un-e jeune, ses attentes et ses besoins peut paraître subtil. C'est toutefois utile pour bien poser les termes du débat.

L'intérêt d'un-e jeune, ou son **besoin**, est l'expérience qui lui est objectivement la plus utile, qui permettra d'atteindre le mieux l'objectif assigné au séjour.

L'**attente** est la perception qu'a une personne de la meilleure façon d'atteindre cet objectif. Même à supposer qu'il existe unanimité de vues sur cet objectif, la façon de s'y prendre pour l'atteindre peut différer. La ou le jeune se connaît mieux que quiconque, mais manque de recul et ignore souvent de nombreux aspects de l'aventure qui l'attend. L'organisation, à l'inverse, maîtrise la pédagogie et l'environnement local, mais connaît moins précisément la personnalité de chacun-e.

L'**envie** occupe le registre de l'émotion instantanée, de l'inclination naturelle que l'on a, sur le moment, et qui peut faire oublier les considérations de long terme.

La première question qui se pose est celle de l'objectivité, et donc de l'unicité du besoin d'un-e jeune. Il apparaît rapidement que le terme ne peut être univoque dès lors que ce-tte jeune, ses parents et l'organisation ne partagent pas forcément la même vision de l'objectif assigné au projet⁶. L'organisation a, à cet égard, une obligation considérable de transparence vis-à-vis des participant-e-s et de leur entourage. Elle doit clairement établir le cadre dans lequel elle développe son intervention. Cela fait, cet objectif peut être considéré comme unique, référence commune pour tou-te-s les participant-e-s.

Reste que s'il y a unanimité sur l'objectif, la manière de l'exprimer en projet pédagogique peut varier. Qui peut le mieux définir le besoin qui en résulte ?

Les organisations estiment que la démarche d'ECMS est émancipatrice. Elles proclament qu'agir pour

⁵ Des sociologues estiment que le monde de l'école se trouve écartelé entre trois objectifs concurrents : (i) l'insertion future de l'élève dans le monde économique, (ii) l'acquisition des valeurs qui constituent le contrat social et lui garantiront des relations harmonieuses avec les autres et (iii) le développement personnel de l'élève, notamment dans ses dimensions physique et artistique. Il est, dans les trois cas, question de l'intérêt premier de l'élève.

⁶ L'organisation peut par exemple estimer que le besoin des jeunes est de devenir des citoyens qui agissent sur le monde pour le rendre plus juste. La ou le participant-e peut estimer que son besoin est de vivre une expérience agréable. Ses parents peuvent estimer que le besoin de leur enfant est de gagner en maturité.

un monde globalement plus juste ne nuit pas – que du contraire, ajoutent-elles même – à l'épanouissement personnel. Il n'est toutefois pas forcément acquis que chaque jeune, pourtant concerné-e au premier chef, dispose du recul suffisant pour adhérer spontanément à ce point de vue.

Premièrement, sa connaissance et sa conscience sont encore incomplètes. Elles le resteront toute sa vie, mais on peut affirmer qu'elles sont encore, le plus souvent, rudimentaires. La démarche éducative vise du reste précisément à les développer. Il est aussi difficile à un-e jeune d'établir ses besoins qu'à un-e élève rhétorique de définir le programme des cours qui lui seront nécessaires pour devenir, un jour, médecin ou vétérinaire. Sans doute faut-il que quelqu'un, qui maîtrise mieux ces sujets, l'aide en lui indiquant la voie.

Deuxièmement, la ou le jeune ne sait pas à quoi s'attendre sur place. À de rares exceptions près, ses pieds n'ont jamais foulé le pays de destination. Il lui est dès lors difficile de discerner ce qu'il est possible de vivre de ce qui ne l'est pas. Là encore, l'intervention d'une personne expérimentée est requise pour définir les objectifs de l'aventure.

Un processus totalement participatif pour définir les éléments les plus importants du projet sur la base des seules attentes des jeunes répond assurément à des visions pédagogiques pleines d'idéal, mais n'est pas aussi pertinent que la reconnaissance d'inégalités dans les compétences des un-e-s et des autres⁷. Le rôle de l'organisation est, en la matière, d'assumer sa fonction éducatrice, claire sur les objectifs communs, à l'écoute des attentes des jeunes, mais prescriptrice sur les modalités d'exécution de son projet pédagogique.

Ceci impose de distinguer les éléments suivants :

- ce que les jeunes veulent faire sur place ;
- ce que les jeunes avaient dit, avant le voyage, attendre de ce séjour ;
- ce que les jeunes attendaient vraiment, avant le voyage, de ce séjour ;
- ce dont les jeunes ont besoin pour leur épanouissement personnel ;
- ce dont les jeunes ont besoin dans une perspective d'ECMS ;
- ce que l'organisation pense que les jeunes ont besoin dans une perspective d'ECMS.

Une organisation au clair avec ce qu'elle identifie comme les besoins des participant-e-s ne peut faire abstraction de leurs attentes et de leurs envies car ils détermineront les attitudes et comportements des jeunes tout au long du projet. Il faut en outre avoir conscience qu'elles peuvent évoluer au cours du temps, à mesure des découvertes et en fonction de facteurs tels que la fatigue, le sentiment d'insécurité, la complicité, la confiance en soi ou l'émotivité.

Encore faut-il accéder à leurs attentes réelles. Un-e jeune qui formule des attentes avant un séjour d'immersion entre dans une démarche d'ordre intellectuel, menée à froid de façon plus ou moins sincère et spontanée. Différentes raisons, telles que, par exemple, l'aspiration à renvoyer l'image qu'on attend d'elle ou de lui, peuvent l'amener à produire un discours différent de son ressenti réel et parfois peu clair. Ces attentes touchent le plus souvent à des aspirations profondes, déliées des contingences pratiques dans lesquelles elles pourraient être rencontrées. Il est par exemple plus simple de souhaiter, avec ferveur, partager la vie de paysans sénégalais quand on se trouve chez soi six mois avant le départ que quand, sur le terrain, on se rend compte qu'elle est plus rude que prévu.

INTÉRÊT DES JEUNES ET INTÉRÊT DU « SUD »

Dans l'hypothèse où le projet d'ECMS rencontre l'intérêt des jeunes, se pose encore la question du rapport entre cet intérêt-là et celui des populations visitées.

Certes, il est acquis que l'ECMS, branche de la coopération au développement, participe à sa manière à la construction d'un monde globalement plus juste. Il en résulte que les populations du Sud en tirent profit. Ce bénéfice de l'ECMS est d'ordre très général, mondial. Les conséquences positives de l'enri-

⁷ Même si une partie du projet consiste précisément à développer les compétences des jeunes.

chissement des consciences d'un groupe de jeunes peuvent paraître bien distantes, diffuses, différés, voire homéopathiques, aux habitant-e-s du village burkinabè visité.

Cela pose la question de savoir dans quelle mesure cette population locale est suffisamment informée par les organisations des tenants et aboutissants de la démarche proposée. Améliorer la compréhension de la logique éducative favoriserait probablement (encore plus) l'adhésion des partenaires au projet. C'est que la logique éducative n'est pas toujours aisément accessible à des personnes dont la réalité quotidienne se trouve aux antipodes de celle des jeunes qui leur rendent visite.

Il est raisonnable de penser que l'accueil d'un groupe de jeunes est globalement bénéfique pour l'avènement d'un monde plus juste, et donc participe ainsi de l'intérêt général du Sud. Un examen différent doit toutefois être entrepris pour ce qui concerne plus spécifiquement les populations visitées.

D'un point de vue financier, la visite de jeunes peut, dans certains cas, représenter une entrée de revenus d'autant plus appréciable pour la population que l'organisation aura procédé aux choix de consommation offrant les meilleures retombées locales. Il est utile de se poser plusieurs questions sur les effets « économiques » du séjour :

- les dépenses favorisent-elles le tissu économique local ?
- les dépenses profitent-elles à une communauté ou à des individus ?
- l'activité économique générée par le séjour ne se fait-elle pas au détriment d'autres activités génératrices de revenus vitales pour les populations rencontrées ?

Au-delà du sens véritable de l'accueil, de la curiosité et du plaisir de rencontrer des gens qui viennent de loin, la compensation financière explique une partie significative de l'accueil des populations locales. L'attente de celles-ci consiste bien souvent à profiter de ces occasions pour obtenir autant de ressources que possible.

Le processus éducatif se trouve donc écartelé entre deux pôles suivants :

- faire comprendre aux jeunes que les démarches de développement basées sur l'assistanat ne sont pas pertinentes dans une perspective de durabilité ;
- contenir les sollicitations exprimées par les populations locales qui, loin de ces théories, voient dans ces visites l'opportunité d'accroître les ressources dont elles ont besoin pour vivre.

INTÉRÊTS INCOMPATIBLES ?

La distinction entre « intérêt » et « attentes » du Sud doit être évoquée. Ainsi par exemple, le chef d'un village peut-il attendre d'une telle visite qu'elle accroisse son prestige aux yeux des villageois-es. En va-t-il pour autant de l'intérêt du village ? Un corps social tel que la « population locale » est un ensemble complexe d'interrelations spécifiques. L'accueil d'un groupe de jeunes peut perturber l'équilibre qui prédominait. Le fait-il pour le meilleur ou pour le pire ? Certain-e-s estimeront que perturber l'ordre social préexistant correspond à une forme d'ingérence européenne dans la réalité locale et doit être proscrit. D'autres penseront au contraire que ce séjour peut – et doit ? – aussi être l'occasion de faire bouger les lignes dans la réalité locale.

La question cruciale est donc de savoir si, outre le projet d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, l'organisation poursuit également un projet de développement local et selon quelles modalités. Le séjour d'immersion est un vecteur important de mise en contact de la population locale avec une réalité culturelle différente. Il peut favoriser des processus d'émancipation – en particulier des femmes – dans des sociétés caractérisées par la reproduction d'un modèle notamment gérontocratique et machiste. Est-ce là l'« intérêt du Sud » ou la représentation que les organisations s'en font ? Est-ce un projet négocié ? Et si oui, avec qui et selon quelles modalités ?

Le séjour d'immersion, projet d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, et donc de coopé-

ration au développement, n'échappe ni aux grandes questions de ce secteur ni aux inévitables équilibres à trouver entre les courants parfois contraires qui s'y manifestent.

Les expériences positives de séjours d'immersion organisés au Sud par plusieurs organisations, démontrent qu'il n'est pas impossible de concilier les intérêts et les attentes de chacune des parties. Il importe de rester attentif à se décentrer, à adopter, dès la phase de préparation du séjour, le point de vue de l'autre afin de ne pas imposer une manière de faire ou de rester inflexible à une demande d'adaptation.

Les protagonistes directs de l'immersion partagent ordinairement un intérêt commun pour l'échange interculturel. Un même dénominateur les rallie : l'apprentissage de la culture et des valeurs de l'autre à travers la dissonance et la confrontation. De fait, chaque rencontre induit des effets et des changements qui affectent selon une combinatoire propre les savoirs, savoir-être, savoir-faire et savoir-devenir de chacune des parties. Il en résulte un empowerment mutuel à caractère tantôt individuel, tantôt collectif.

En dépit de cette communauté d'intérêts, les enjeux de la rencontre sont vécus de façon assez différente par les protagonistes du Nord et du Sud. Les projets de développement locaux qui servent de cadre à l'immersion sont habituellement investis par les jeunes voyageurs occidentaux comme un « prétexte à un échange interculturel » où les relations interpersonnelles occupent une place importante. Du côté des populations du Sud, « développement » et « citoyenneté » riment plutôt avec des enjeux communautaires, plus directs et concrets, davantage « vitaux » en référence à leurs besoins, lesquels s'avèrent bien plus « basiques » que ceux des jeunes du Nord. Les projets locaux de développement sont dès lors investis par ces populations avec une forte intensité existentielle et collective, l'échange interculturel constituant un apport motivationnel supplémentaire.

La confrontation donne lieu de part et d'autre à des étincelles d'apprentissages et à des prises de conscience qui s'inscrivent selon une alchimie complexe et incertaine dans les longs et lents parcours personnels et collectifs, chacun instrumentalisant partiellement l'autre dans la réalisation de son projet. Il revient aux acteurs organisationnels d'orienter le cadre de cette inscription. Ainsi, en dépit d'enjeux différemment polarisés et potentiellement contradictoires (projet/développement « individuel versus collectif »), les séjours d'immersion démontrent l'utilité de la pratique de l'échange interculturel pour contribuer à déconstruire un monde de stéréotypes et à construire un monde de compréhension mutuelle, plus juste et plus équitable, plus solidaire, dépassant la simple représentation d'une « aide au développement » à sens unique.

Alain Aussems, consultant international, mai 2015.

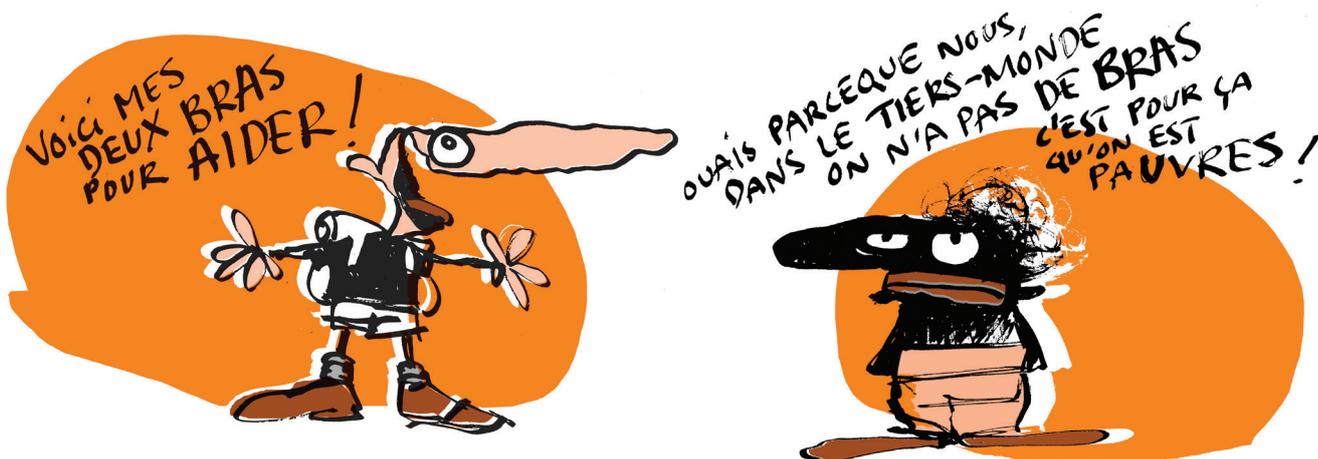


Illustration extraite du guide « Partir pour être solidaire ? » Ritimo, 2007 © Claire Robert / Ritimo

LE GROUPE, MOTEUR OU FREIN À L'ÉVOLUTION DE CHACUN-E ?

Voyager en solo peut ouvrir la porte à une immersion totale et à des contacts intenses avec les populations qu'on rencontre. Cela transforme la vie des personnes qui tentent cette aventure. C'est cependant aussi plus complexe parce qu'on doit gérer seul-e toute la logistique, parce qu'on n'a pas toujours quelqu'un avec qui partager ses émotions ou sur qui on peut compter en cas de pépin. Voyager en groupe présente plusieurs avantages qui en font une formule adaptée aux séjours d'immersion et particulièrement séduisante pour les jeunes.

POURQUOI VIVRE UN SÉJOUR D'IMMERSION EN GROUPE ?

Dans un contexte inconnu, être entouré-e rassure. Même si on est animé-e d'un idéal, vivre une expérience d'immersion dans un pays du Sud, loin de son entourage, de son confort, peut faire peur à certain-e-s jeunes. La présence d'un groupe à ses côtés et l'organisation collective du projet, qu'elle soit prise en charge par le groupe lui-même ou par une organisation, offre un aspect sécurisant et facilite bien souvent la gestion des questions logistiques.

De plus, vivre un séjour d'immersion en groupe est vecteur d'interactions sociales. Apprendre à vivre en groupe constitue un défi à part entière pour les jeunes qui participent à ces voyages. S'ouvrir aux autres, oser exprimer ses émotions, accepter de partager ses opinions sans peur d'un jugement, faire confiance sont autant d'attitudes et d'aptitudes développées tout au long du projet en général et du séjour en particulier. Ainsi le groupe est un espace d'interactions entre individus, un foyer d'échanges et d'idées qui nourrit, influence et est potentiellement source de changements chez tou-te-s ses membres.

Enfin c'est au sein du groupe que naîtront de nouvelles idées, qu'émergeront les questions, que seront débattus les sujets sensibles, et que sera mené tout le travail d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

LE GROUPE : UNE ENTITÉ À PART ENTIÈRE QU'IL FAUT POUVOIR APPRIVOISER

Le groupe n'est pas qu'une juxtaposition d'individualités mais bien une construction complexe avec ses propres règles de fonctionnement, ses rapports de force et sa personnalité. S'il fonctionne bien il contribuera à nourrir et faire évoluer chacune des personnes qui le constituent. Dans le cas contraire, il peut nuire à la qualité de leur expérience.

Le groupe est très important pour les jeunes. Positivement, le groupe peut transcender les individualités qui le composent et jouer un effet de levier sur les jeunes qui seront stimulé-e-s et auront l'envie de se dépasser et de se donner à fond. Négativement, il se traduit par une pression à la conformité. Les jeunes, ultra sensibles au point de vue des autres, auront tendance à rallier l'opinion générale même si l'avis ou le comportement adopté n'était pas le leur au départ.

LE GROUPE PEUT ÊTRE UN MOTEUR...

Pour que le groupe soit le moteur de l'évolution de chacun-e, il est important de veiller à créer et à entretenir une **dynamique qui respecte et qui valorise chaque participant-e**. Instaurer un climat de confiance au sein du groupe permettra à chacun-e de se sentir plus libre de ses idées. Les plus timides pourront également gagner en confiance en soi. Tandis que les éléments qui s'expriment plus facilement pourront développer leurs capacités d'écoute. Le groupe tire sa force des contributions individuelles de tous ses membres, qui en raison de leur **diversité** sont susceptibles de nourrir et d'enrichir l'identité de l'ensemble.

Favoriser l'**apprentissage coopératif** pendant le voyage ou la formation offrira également de nombreux avantages. Cette stratégie éducative donne aux apprenant-e-s l'opportunité de travailler ensemble en vue d'atteindre un ou plusieurs objectifs communs. Cela suppose de travailler l'interdépendance et la responsabilisation des membres du groupe et l'instauration d'un espace d'apprentissage non compétitif qui valorise la démocratie, l'égalité, l'équité, la solidarité ainsi que la responsabilité personnelle et mutuelle.

Si une part importante du travail se joue au sein du groupe, le rôle des personnes qui l'accompagnent n'en reste pas moins important car elles peuvent à la fois observer et faciliter. Elles sont aussi les garantes de l'atteinte des objectifs éducatifs du projet. Elles seront donc particulièrement attentives à suivre son évolution tout au long du voyage. Le groupe n'est pas figé, il est amené à évoluer à différents niveaux en cours de route. Ainsi peut-il gagner en cohésion, en maturité, en sens des responsabilités, en créativité, etc.

...MAIS AUSSI UN FREIN À L'ÉVOLUTION DE CHACUN-E DE SES MEMBRES

Si le groupe est très soudé, par exemple, il pourra avoir tendance à se replier sur lui-même, cela peut parfois entraver les interactions avec les jeunes ou les populations du pays d'immersion et de ce fait réduire les opportunités d'apprentissage.

Pour que le groupe soit un réel atout, le collectif doit prendre le dessus sur les envies individuelles. Cela réduit forcément la marge de flexibilité dont disposent ses éléments pour satisfaire leurs propres attentes et besoins.

Y A-T-IL UNE TAILLE OPTIMALE DU GROUPE ?

Aucune taille idéale ne peut être définie dans l'absolu. Il importe de déterminer un effectif en adéquation avec les objectifs et le programme de séjour ainsi qu'avec la capacité d'accueil et d'accompagnement.

Chaque taille de groupe comporte ses avantages et ses inconvénients.

Les **petits groupes** seront plus propices à la mise en confiance des jeunes, notamment des plus timides qui redoutent de s'exprimer devant les autres. La proximité entre tous les membres favorisera la création de liens entre eux et les contacts plus rapprochés avec les populations du pays.

Ils présentent toutefois aussi certains inconvénients : l'influence des individus en difficulté est souvent plus sensible et le risque de contagion négative plus important. La diversité des points de vue sera probablement moindre que dans un grand groupe.

Les **grands groupes** permettent quant à eux de multiplier les expériences et d'enrichir le partage. La réflexion s'autoalimente au sein du groupe. Ils peuvent aussi avoir un impact positif sur la motivation en raison du sentiment d'appartenance à un projet important puisqu'il mobilise de nombreuses personnes. De façon plus pratique, cela complexifie l'organisation et le temps qu'il faut y consacrer parfois au détriment d'autres dimensions importantes du séjour telles que le suivi personnalisé des jeunes. En outre, l'attribution à chacun-e de responsabilités significatives peut devenir plus difficile. Il est souvent utile, voire inévitable, de recourir à la constitution de petits groupes (occasionnels ou permanents) pour favoriser le bon déroulement de certaines activités, mais ils ne doivent pas se substituer au groupe complet porteur du projet collectif.

Il n'y a pas de taille optimale, les différentes formules ayant des avantages et des inconvénients. Il sera toutefois important d'adapter son organisation et sa façon de travailler au nombre de participant-e-s. On n'anime pas un petit groupe comme un grand.

COMMENT GÉRER LES TENSIONS ET LES CONFLITS AU SEIN DU GROUPE ?

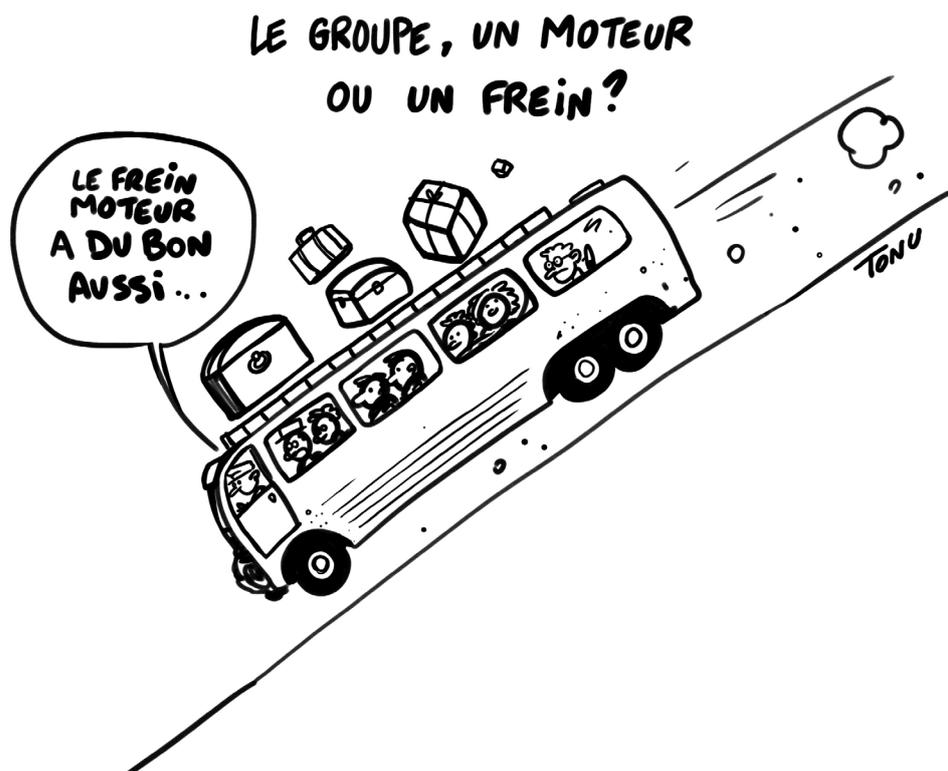
L'intensité de l'expérience, l'éloignement de ses repères, la découverte de réalités différentes, la fatigue physique peuvent contribuer à déstabiliser, à fragiliser les participant-e-s à certains moments du séjour. Le risque de voir surgir des tensions ou des conflits internes n'est pas négligeable. Si le travail mené au préalable pour construire la dynamique de groupe permet généralement de prévenir ce type de situation, il est important de savoir comment réagir si cela se produit.

Une solution peut être de rédiger une charte pour poser les bases du vivre ensemble. Négociée au préalable, elle permet de se fixer des principes et des règles en phase avec les valeurs du projet pour favoriser la vie en commun. Cela concerne les relations entre les participant-e-s et avec les autres intervenant-e-s (organisations, population locale). En y apposant sa signature, chaque membre du groupe s'engage à la respecter.

La charte ne suffit toutefois pas toujours. Si le conflit survient, il est parfois pertinent de ne pas réagir trop vite. Laisser le groupe régler ses difficultés en interne est une façon de le responsabiliser et de développer les compétences pacificatrices de certain-e-s jeunes. Il faut toutefois prévoir des espaces de parole où les membres du groupe peuvent exprimer leurs frustrations ou leur mécontentement.

Si on est contraint d'intervenir en tant que responsable, on veillera à privilégier une communication positive et responsabilisante, à ne pas culpabiliser mais à recentrer sur les objectifs du projet.

Par ailleurs, si un groupe capable de gérer les conflits et les tensions est une condition nécessaire à l'atteinte d'objectifs en ECMS, ce n'est pas une condition suffisante. L'énergie investie dans sa gestion devra donc aussi se concentrer sur d'autres aspects tels que la création d'espaces de discussion sur le vécu en immersion, le sens que le groupe et chaque jeune veulent donner au séjour et à l'après-séjour. Divers outils existent à cet effet.



FAUT-IL CIBLER CERTAINS PUBLICS OU TOUCHER TOUT LE MONDE ?

Transformer notre monde afin qu'il soit socialement juste et écologiquement durable est un objectif ambitieux, en particulier dans le contexte actuel de crise. La volonté politique – qui pourrait assurément s'exprimer avec davantage de conviction – ne suffira pas. L'impulsion ne peut venir que des citoyen-ne-s qui, dans le monde entier, doivent se mobiliser pour le changement. Plus importants seront leurs niveaux d'information, de sensibilisation et de mobilisation, plus la transformation aura de chances d'aboutir. Le projet global de l'ECMS est de s'adresser à tout le monde.

Au-delà de l'aspiration à un monde globalement plus juste, l'ECMS, parce qu'elle permet à chacun-e d'agir de façon autonome, solidaire et utile dans un monde complexe, peut être considérée comme un droit fondamental de chaque être humain.

Si on applique cette considération au processus éducatif basé sur les séjours d'immersion, la question qui se pose est de savoir si l'expérience doit également être promue auprès d'un public aussi large que possible. Avoir l'occasion de partir doit-il être accessible à tou-te-s ?

PEUT-ON ACCUEILLIR LES MOTIVATIONS PARFOIS TRÈS DIVERSES DES PARTICIPANT-E-S ?

Dans l'idéal, on aimerait pouvoir accueillir tout-e jeune, quelle que soit sa motivation, pour autant qu'elle ou il en manifeste une, c'est-à-dire que la démarche de participation soit volontaire dans son chef. Cette motivation peut prendre des formes très variables d'une personne à l'autre. Partir pour sauver le monde, pour vivre une expérience hors du commun, pour se trouver ou se dépasser, pour découvrir une autre culture, pour expérimenter des réalités différentes, pour s'engager dans des dynamiques solidaires sont autant de motivations qui animent les candidat-e-s au départ. S'il est délicat de les juger et de décider quelles sont les meilleures raisons de s'investir dans ce type d'aventure (elles sont toutes légitimes et liées à leur parcours personnel), il importe que chaque participant-e prenne le temps de les identifier clairement avant de s'engager dans le projet.

Il appartiendra ensuite à chaque organisation de déterminer si ces motivations sont en phase avec les objectifs poursuivis par le voyage et la démarche éducative qu'elle propose et, en cas de divergence, si elle pense que sa démarche éducative permettra de faire progresser ce-tte jeune dans une direction qu'elle juge plus favorable.

Que faire quand les motivations pour partir ne cadrent pas avec le projet ? Quelles options se présentent aux organisations pour répondre à des motivations qu'elles estiment en décalage avec le projet qu'elles proposent ? Comment éviter de se faire instrumentaliser par des jeunes déterminés à poursuivre d'autres fins que celles qu'on leur propose ?

Il faut distinguer plusieurs cas de figure selon qu'il s'agit d'individus ou d'un groupe.

1. Les inscriptions individuelles des jeunes ne se connaissant pas auparavant et qui constituent un groupe *from scratch*.

On peut alors identifier les motivations personnelles de chacun-e des jeunes, qu'elles soient tournées vers le monde ou vers soi-même.

Il appartient ensuite à chaque organisation de décider si elle souhaite ou non développer un processus de sélection des jeunes sur la base de leurs motivations. Plusieurs raisons peuvent amener une organisation à développer ce type de processus : capacité d'accueil ou d'encadrement limitées, volonté d'éviter les malentendus ou les déceptions

en cours de voyage, nécessité de s'assurer que la ou le jeune, compte tenu de son âge, de sa personnalité, de son expérience, a les capacités nécessaires (ou est susceptible de les acquérir d'ici le départ) pour bien vivre l'expérience d'immersion, spécificité du type d'encadrement ou demande/exigence du partenaire Sud.

Si sélection il y a, l'organisation devra veiller à se doter des procédures les plus transparentes possible et à assumer les éventuelles déceptions qui en découlent.

2. Les inscriptions dans le cadre d'un groupe déjà constitué (classe, mouvement de jeunesse).

Le spectre des motivations possibles est plus large quand le groupe est déjà constitué. L'adhésion affichée au projet est variable selon les individus. Dans quelle mesure tous les éléments du groupe partagent-ils réellement la motivation d'un ou deux leaders qui ont, peut-être, imposé leur projet ? Cela ne signifie pas que les autres soient contraires, mais quelles sont, alors, les « autres » motivations additionnelles ? Entretenir et renforcer des amitiés en passant du bon temps ensemble, s'inscrire parce que c'est « là qu'il faut être », renforcer son inclusion dans le groupe, etc. La possibilité de retrouver, chez certain-e-s membres du groupe, des motivations légèrement en décalage existe. La probabilité est cependant élevée, que les participant-e-s les révisent eux-mêmes au cours du projet également, notamment sous l'impulsion d'une confrontation avec les autres membres du groupe, avec les populations du Sud ou simplement à mesure que leur vision du monde et des relations Nord-Sud s'affineront.

OUTRE LA MOTIVATION, EXISTE-T-IL CERTAINS FILTRES À LA PARTICIPATION ?

La motivation n'est bien souvent pas le seul critère qui entre en ligne de compte pour la participation effective à un voyage d'immersion. D'autres filtres opèrent, de telle sorte que ces séjours s'adressent le plus souvent à des publics assez spécifiques.

Le premier filtre se situe au niveau de l'**offre et de l'âge** des participant-e-s. La plupart des organisations qui proposent ces séjours ciblent les jeunes (entre 15 et 25 ans). C'est l'âge des grands questionnements sur le rôle à jouer dans la société. C'est aussi une période de la vie propice à l'intégration de changements d'attitudes et de comportements. Généralement, ces séjours ne s'adressent donc pas aux enfants en dessous de 14, 15 ans (cycle secondaire inférieur). Certaines organisations exigent d'ailleurs que la personne soit majeure, pour des raisons de sécurité, d'autonomie ou de responsabilité.

D'autres choisiront de se concentrer sur la tranche d'âge 15 à 18 ans (cycle secondaire supérieur), correspondant pour les jeunes à une étape importante en termes de choix de vie et de choix d'orientation professionnelle. Ils veilleront généralement à ce que les jeunes aient acquis la maturité nécessaire pour bien vivre ce type d'expérience.

Quant au public adulte, il sera parfois ciblé mais davantage dans le cadre de l'exercice d'une profession (le voyage est dans ce cas orienté sur la pratique de l'agriculture, de la médecine, de l'enseignement, etc.) ou dans le cadre d'un engagement militant ou associatif (où le voyage alimentera, renforcera et fera évoluer l'engagement en cours).

Un deuxième filtre se situe au niveau du **prix**. En effet, le coût relativement élevé de ces séjours freine de nombreuses candidatures, en particulier issues des catégories socio-économiques les moins riches. La mission de l'ECMS de favoriser l'avènement d'un monde plus égalitaire rend cette démarche particulièrement sensible à ce filtre et nourrit sa volonté de le lever. Le co-financement de certaines organisations éducatives par les pouvoirs publics permet d'amortir une partie du coût de ces séjours d'immersion. Dans ce cas-là, le prix payé par les jeunes peut parfois être inférieur au coût réel du pro-

jet. Nouer des partenariats publics/privés pourrait également alléger cette charge financière. C'est une piste relativement peu pratiquée, qui mériterait d'être examinée.

On mentionnera à cet égard l'exemple du projet *Move with Africa*, projet initié par un quotidien belge de presse écrite, en collaboration avec des ONG belges, des écoles, le ministère belge francophone de l'enseignement et celui de la coopération au développement, une compagnie d'assurance et une compagnie aérienne. Depuis 2013, il offre chaque année la possibilité à 150 jeunes élèves belges et à leurs enseignant-e-s de participer à un séjour d'immersion à moindre coût.

Le troisième filtre se situe au niveau de l'**intérêt** ou de la sensibilité manifestée, avant de s'inscrire au projet, pour les relations Nord-Sud et la solidarité internationale. Doit-on partir du postulat que le projet a plus de chances de réussir et d'influencer positivement des personnes déjà sensibles et/ou engagées ? Faut-il au contraire cibler en priorité les personnes les moins touchées, qui auraient donc tant à apprendre de ce type d'expérience ? Autrement dit, faut-il toucher les « converti-e-s » ou celles et ceux qui « ont besoin d'être converti-e-s » ?

Les « converti-e-s », qui ont déjà une certaine réceptivité pour ces questions (par leur histoire familiale, leur éducation, des expériences antérieures de solidarité, etc.) sont *a priori* sensibles à ce type d'expérience. Bien souvent, le séjour d'immersion leur permettra d'approfondir leur compréhension du monde, de mettre des mots sur leurs valeurs, de créer un réseau social avec lequel s'engager et *in fine* d'enraciner la volonté d'engagement. Leur rôle de moteur est souvent reconnu au sein du groupe.

Les « non converti-e-s » sont des jeunes qui n'ont pas ou peu d'intérêt au départ pour la solidarité internationale. Leur conscience des inégalités mondiales est peu ou pas développée. À les entendre, les relations Nord-Sud ne les concernent pas. Pour ces personnes, les séjours d'immersion interviennent pour susciter une prise de conscience du monde qui les entoure ; cela peut aller jusqu'à l'engagement⁸. Si la ou le participant-e s'engage, repense ses choix de vie, les changements suscités peuvent être considérés comme plus significatifs que chez la personne « convertie » en raison du véritable changement de cap qui s'opère. En outre, l'influence sur son entourage sera probablement plus importante.

Sans doute un équilibre des profils est-il souhaitable pour favoriser une fertilisation croisée. Les « non converti-e-s » tireront parti de l'engagement des « converti-e-s » et seront sensibles à leur message diffusé entre pairs. De leur côté, les « converti-e-s » se confronteront à ce difficile exercice de communiquer les raisons de leur mobilisation personnelle – relevant souvent de l'ordre de l'intuition, de l'implicite – à des personnes pour lesquelles cet engagement n'est pas une évidence. Cet effort de communication, considérable, est néanmoins salutaire car il permet parfois de structurer une pensée diffuse, des valeurs davantage héritées d'un milieu familial que personnellement appropriées.

FAUT-IL PROMOUVOIR LA MIXITÉ AU SEIN DES GROUPES ?

Constituer un groupe de profils différents est *a priori* souhaitable. L'apprentissage du vivre ensemble et de l'action collective est d'autant plus pertinent qu'il marie les différences. En outre, la variété des sensibilités permet d'ouvrir plus considérablement les esprits des jeunes qui entendent ainsi des points de vue auxquels elles et ils ne sont pas accoutumés.

Force est néanmoins de constater que l'exercice est parfois périlleux. La gestion du groupe peut s'en trouver complexifiée par des tiraillements entre des attentes différentes et par des accompagnements spécifiques à assurer.

Cette difficulté d'accompagner un groupe mixte ne se ressent pas qu'en ce qui concerne des attentes différentes, issues de niveaux de sensibilisation variés à l'origine du projet. Elle se manifeste aussi lorsque les jeunes appartiennent à des univers « culturels » différents. Leur attachement aux références qui construisent leur identité et aux codes qui y sont associés est important. Il n'est pas comode – *a fortiori* en cas de confrontation à « l'étrange », en cours de séjour, – d'investir d'autres

⁸ Étude collective d'impact : « Le rôle de l'éducation au développement dans les parcours de vie de citoyens engagés dans des actions solidaires », ACODEV, septembre 2014, p. 62.

espaces que celui qu'elles et ils connaissent et dans lequel elles et ils se reconnaissent. Concrètement, tou-te-s les jeunes n'ont pas la même façon de se vêtir, n'écoutent pas la même musique, ne fréquentent pas les mêmes lieux ni les mêmes groupes sur Facebook, n'ont pas le même rapport à la pudeur, à la religion, à la consommation de produits psychotropes, n'ont pas le même argent de poche, etc. Un séjour d'immersion peut certes être l'occasion d'ajouter, à la découverte de l'Africain, la découverte de « l'autre Belge », mais le pari est audacieux. On ne peut en effet négliger que nouer une relation avec une personne étrangère, dans un pays lointain, peut demander un réel effort et que celui-ci est facilité par l'existence d'un groupe proche de soi, dans lequel on se reconnaît, que l'on considère, d'une certaine manière comme un refuge rassurant. Priver les jeunes de cette « base arrière » peut les mettre en situation d'insécurité psychique et les rendre psychologiquement moins disponibles pour l'échange avec la population du pays qui les accueille.

Sélectionner les jeunes qui peuvent participer à un tel projet, c'est facile pour une organisation qui ne les connaît pas et qui ne doit pas vivre avec les « recalés », mais nous, dans une école, nous devons continuer à faire cohabiter les « chanceux » et les « déçus », et ces derniers avec les enseignants responsables de leur éviction.

Comment faut-il faire ?

Demander un CV et une lettre de motivation ? On s'est rendu compte un jour qu'un élève qui avait un projet remarquable avait été très aidé par ses parents alors que d'autres avaient dû se débrouiller seuls.

Augmenter le prix pour que ne se manifestent que les plus motivés ? On se rend vite compte des limites éthiques du procédé. Tout le monde n'a pas les mêmes moyens.

Tirer au sort ? C'est vrai que tout le monde a les mêmes chances, mais j'ai du mal à m'y résoudre. En effet, cela ne me garantit pas non plus un groupe équilibré.

J'ai appris qu'un prof avait, dans une autre école, résolu le problème en mettant tous les candidats dans une classe. Il l'a quittée après avoir annoncé : « vous êtes 22, mais il ne m'en faut que 15. C'est vous qui voyez. Quand vous avez fini, vous me donnez la liste des 15 ». C'est de l'autogestion, mais c'est pour ne voir émerger que les forts en gueule et le groupe ne sera pas équilibré non plus. Ce n'est pas le bon critère...

Idéalement, il faudrait un expert extérieur qui puisse à la fois bien connaître les élèves, bien cerner leur personnalité et garantir ensuite que le groupe soit bien balancé entre meneurs et suiveurs, entre extravertis et intravertis, entre les différents types de sensibilité, etc. Mais c'est vraiment un sale job !

Philippe, enseignant ayant organisé de nombreux séjours d'immersion dans son école

SE PRÉPARER À TOUT OU LAISSER DÉCOUVRIR ?

Si on souhaite que le séjour d'immersion porte des fruits en termes d'ECMS, une préparation avant de partir est nécessaire. Sur ce principe que le voyage ne peut exister seul, il semble y avoir consensus parmi les acteurs de l'éducation, ou, à tout le moins, parmi les ONG. Il s'agit même d'une condition *sine qua non* pour que le séjour serve le projet éducatif. Dans le chef des participant-e-s par contre, l'accueil de la formation préparatoire au séjour est souvent plus mitigé. Leur idée en la matière est parfois bien éloignée des objectifs des organisations qui la portent. Ces intérêts différents au départ peuvent-ils évoluer au cours du processus ? À quelles conditions ?

SE PRÉPARER AVANT POUR POUVOIR COMPRENDRE PENDANT, UN PROBLÈME DE TIMING ?

Le fait que la formation soit donnée avant le voyage et donc avant l'expérimentation des inégalités qu'elle tente de décoder peut lui donner un côté théorique, parfois rébarbatif pour les jeunes. En effet, c'est souvent la confrontation à un problème et la tentative d'y répondre qui permettent d'en comprendre la mécanique. Par exemple, la découverte du quotidien difficile de familles paysannes peinant à assurer trois repas par jour interroge les jeunes sur le paradoxe par lequel les personnes qui produisent la nourriture peuvent se trouver victimes de la faim. Le manque de motivation de quelques jeunes pour la formation ne lui enlève pas sa pertinence. Elle produira ses effets quand il s'agira de décoder, sur le terrain, les situations rencontrées.

La formation peut y contribuer notamment en mettant l'accent sur plusieurs objectifs :

- replacer le séjour dans un contexte plus global et inviter les jeunes à s'interroger sur notre monde, ses déséquilibres, ses inégalités et les solutions que des acteurs internationaux et locaux tentent d'y apporter ;
- informer sur les réalités à découvrir sur place et offrir des clés de décodage ;
- anticiper les défis d'une rencontre interculturelle ;
- encourager les jeunes à prendre du recul, à développer un esprit critique et à se remettre en question.

Les témoignages de plusieurs jeunes ayant participé à un processus d'immersion le confirment : même si les thématiques abordées pouvaient paraître à l'époque peu motivantes (« ... des sujets comme l'agriculture, l'économie, à 15 ans, c'était pas trop mon truc, je ne m'intéressais pas trop à tout ça et c'est vrai que pendant deux jours, on en a parlé... »), voire trop chargées en informations (« À la fin, on en avait marre, c'était 'information sur information' et du coup, on ne retenait pas tout et je devais expliquer tout à mes parents »), souvent, l'importance des formations ne leur apparaît que pendant ou après le voyage (« C'est vrai qu'après, les formations, ça joue vachement dans le voyage ! » – « ...une fois qu'on est là-bas et même quand on revient, on se rend compte que ça nous a ouvert à plein de choses et on comprend beaucoup plus le monde ; c'est super enrichissant ! » – « Le 2^e week-end était hyper intéressant... mais c'est plus 'maintenant que je suis partie, que j'ai fait des liens et tout ça' que je me rends compte que sans l'année de formation le voyage aurait été vachement différent ! »⁹).

SE PRÉPARER À TOUT OU PRÉSERVER L'EFFET DE SURPRISE, UN DOSAGE SUBTIL

Les jeunes sont souvent en situation d'inconfort quand elles et ils ignorent ce qui va se passer. Savoir rassurer. Leur représentation de la formation est celle d'une découverte totale du pays d'accueil, du programme de leur séjour, de leurs conditions de vie sur place et/ou du contenu optimal de leurs

⁹ Aussems Alain, « La place des partenaires du Sud comme acteurs éducatifs dans les processus d'immersion », évaluation externe, janvier 2016

bagages. Reconnaître la légitimité de ces attentes est important. Prévoir d'y consacrer du temps pendant la formation peut permettre de libérer certaines appréhensions et d'éviter certains blocages ou malaises chez les jeunes.

Toutefois, il convient d'éviter deux écueils. Le premier est de consacrer un temps excessif à ces aspects « pratiques ». Le deuxième est de prétendre à l'exhaustivité. Celle-ci n'est pas possible en raison des inévitables imprévus liés à une telle expérience. Elle n'est pas non plus souhaitable dans la mesure où lâcher prise sur les aspects pratiques et prendre du recul sur son propre rapport au temps fait également partie des apprentissages de ces expériences.

FAUT-IL ABORDER UN MAXIMUM DE SUJETS OU SE CONCENTRER SUR CERTAINS D'ENTRE EUX ?

Il serait ardu de lister l'ensemble des thématiques sur lesquelles la formation est utile ; cela varie fortement en fonction du type de séjour que l'on souhaite organiser (le choix du pays ou d'une thématique transversale peut influencer les contenus de la formation) mais aussi du temps disponible pour la formation.

Il ne s'agit dans tous les cas ni d'être exhaustif ni de développer une expertise pointue, mais davantage de favoriser l'acquisition d'une vue d'ensemble. Des priorités doivent être établies pour susciter la curiosité et l'envie des jeunes de s'investir eux-mêmes dans la construction de leur savoir. Un programme trop dense, présente le risque d'étouffer cet élan et de les démotiver.

Les sujets les plus habituels sont les suivants :

- les motivations,
- une prise de conscience et une compréhension des causes structurelles des inégalités,
- une meilleure connaissance des réalités du pays d'immersion et de son propre pays,
- l'identification de nos représentations et stéréotypes,
- une prise de conscience des interdépendances entre ici et là-bas,
- une réflexion sur les enjeux de la rencontre interculturelle,
- une réflexion sur le concept de développement et les différentes manières de coopérer,
- une réflexion sur la démarche même du séjour d'immersion,
- la découverte et la valorisation d'alternatives et de dynamiques de changement.

La personne responsable d'organiser la formation agencera ces éléments en fonction du temps disponible, de ses ressources pédagogiques, de la nature du projet et des attentes du groupe.

LA FORMATION S'ARRÊTE-T-ELLE AU MOMENT DU DÉPART ?

Même si la formation commence avant de partir, elle ne prend souvent tout son sens que pendant le voyage. Au cours de celui-ci, les expériences vécues et les échanges avec les populations locales feront émerger des réponses et susciteront de nouvelles questions. La formation est donc un processus de va-et-vient continu entre le vécu et le sens qu'on y donne quand on prend du recul.

En ce sens, elle ne s'arrête jamais vraiment et elle continuera après le retour.

Certaines questions seront mieux traitées par les populations locales que par l'équipe éducative européenne qui accompagne le séjour. C'est par exemple le cas des pratiques culturelles spécifiques. De façon plus générale, les personnes du pays d'immersion peuvent largement contribuer à faire le lien entre les thématiques globales vues en formation et la façon dont elles se traduisent dans leurs réalités locales.

Le programme de formation avant le départ peut en conséquence occulter certains pans de la réalité à découvrir afin de privilégier une découverte *in vivo* source d'un apprentissage plus pertinent et plus durable.

Il doit donc se concentrer sur les deux objectifs suivants :

- donner les clés de compréhension « macro » sur le fonctionnement du monde dont le pays d'immersion est une illustration ;
- donner les clés d'une prise de recul par rapport à la démarche entreprise (interculturel, sens du voyage, etc.) ;
- communiquer les informations minimales nécessaires pour rassurer les jeunes et favoriser leur sérénité.

Nous avons reçu le programme du voyage avant le départ et puis, une fois arrivés sur place, à Ouagadougou, on nous a distribué une mise à jour. Il y a toujours des changements de programme. C'est le prix à payer si on ne veut pas un circuit touristique. On dépend souvent de la disponibilité de X ou de Y qui a subitement un imprévu. Au début, c'était un peu agaçant, mais après on s'est habitués. Cela faisait partie de l'acclimatation. Il n'y a pas que le système digestif qui doit s'habituer !

Après, je n'arrêtais pas de poser des questions à l'accompagnateur burkinabè. Je lui demandais à quelle heure on allait arriver ici, à quelle heure on quitterait là, ce qu'on mangerait à tel endroit, etc. Il me répondait souvent en souriant « Nous, en Afrique, on aime bien les proverbes, alors, pour éviter le choc culturel, je t'en donne un de chez toi : « Qui vivra verra ! » Puis il éclatait de rire. Ce rire aidait un peu à faire passer que la réponse ne m'arrangeait pas vraiment. Ce n'était pas très confortable.

Avec le recul, je pense que ces questions précises étaient un peu absurdes parce qu'il aurait été tout simplement incapable de me répondre. Il y avait toujours une sorte de part d'impro, de « on trace le chemin en marchant ». Et puis, surtout, il m'a finalement aidé à lâcher prise, à sortir de ma zone de confort pour être plus investi dans ce que je vivais au moment présent.

Je pensais qu'être rassuré sur l'avenir m'aiderait à être plus disponible pour le présent, mais en fait, il m'a aidé à oublier ce qui suivra pour être complètement disponible au moment présent. Je ne sais pas s'il l'a fait consciemment, mais c'était bien vu. Et cela m'aide encore aujourd'hui...

Olivier, participant à un séjour d'immersion accompagné par Iles de Paix

SAUVER L'AFRIQUE : SURFER DESSUS OU ENDIGUER ?

Ancrée dans notre imaginaire collectif par notre passé colonial, véhiculée dans les médias et l'opinion publique depuis des décennies, l'image d'une Afrique pauvre et incapable de s'en sortir a la vie dure. Il est souvent flatteur d'être le preux chevalier volant au secours de la pauvre veuve et du misérable orphelin. Cet élan du cœur est-il une menace ou une opportunité pour les séjours d'immersion ?

IMPORTANTES DES FILTRES POUR COMPRENDRE CETTE IMAGE DE L'AFRIQUE

Les stéréotypes, renforcés par les messages que ces mêmes stéréotypes font circuler sur l'Afrique, influencent la perception générale que l'on a de ce continent. Ils contribuent à construire une opinion assez répandue selon laquelle « il faut faire quelque chose », « nous allons les aider », ou même « ils ne s'en sortiront jamais tout-es seul-e-s ».

Cette indigence prêtée au continent africain et l'incapacité de ses peuples à produire les esprits qui concevront et organiseront son développement ont pour conséquence logique une représentation désuète, mais toujours vivace de ce qu'il y a lieu de faire : les Européen-ne-s doivent prendre les choses en mains, se rendre sur place pour compenser les lacunes locales, tant en termes de compétences que de matériel et de financement.

Cette vision périmée, mais toujours vivace, influence la perception de tout ce qui a trait à l'Afrique, en particulier les occasions de se rendre sur place. Elle établit un filtre qui favorise l'aspect interventionniste « il faut faire quelque chose ». Aveuglé par la logique d'aide humanitaire, on juge prioritaire de privilégier l'aide et on est prêt, pour cela, pour la raison impérieuse que sauver des vies est un principe supérieur d'humanité, à instrumentaliser d'autres initiatives.

QUELLE APPROCHE FACE À DES MOTIVATIONS QUI NE SONT PAS CELLES QUE NOUS ATTENDONS ?

Beaucoup de jeunes veulent se rendre sur place pour « sauver le monde », c'est-à-dire, selon leur entendement, y mener une action concrète qui soulage des habitant-e-s d'une partie de la misère de leur vie. Même si ce désir part d'un « bon sentiment », la réalité est bien plus complexe. L'organisation doit-elle pour autant les refuser¹⁰ ? Doit-elle les accepter, au risque d'alimenter leurs espoirs et de renforcer leurs illusions, afin de les convertir à une autre relation à l'autre ? Doit-elle même jouer, dans sa communication, avec cet attrait des jeunes pour une action humanitaire qu'elles et ils pensent à leur portée ?

Outre que cette vision misérabiliste d'une Afrique incapable est obsolète, il apparaît de plus en plus qu'une part de la solution se trouve dans le développement, au Nord, d'attitudes et de comportements individuels et collectifs plus soucieux de la construction d'un monde plus juste, et de décisions politiques globales qui opèrent dans le même sens. Les séjours d'immersion dans une perspective d'ECMS ont donc tout leur sens.

Plusieurs options existent pour promouvoir cette idée.

1. Lutter contre les représentations existantes, et tenter de les corriger avant même l'adhésion au projet.

Il s'agit, pour l'organisation d'être claire et transparente sur les objectifs du voyage, dès le début, pour ne nourrir ni frustration ni faux espoir. Il s'agit d'expliquer son point de vue et la raison pour laquelle

¹⁰ Pour autant qu'elle puisse déceler cette motivation.

elle exclut toute activité qui pourrait donner à penser aux jeunes qu'ils auront, de façon directe, une valeur ajoutée significative sur les conditions de vie des populations locales.

Cette posture, si elle n'est pas toujours simple à tenir, tant les préjugés sont tenaces, a le mérite d'exclure, *a priori* inconscient que l'autre est « quelqu'un à qui j'apporte quelque chose ». La rencontre se construit dès lors sur un rapport plus sain et plus égalitaire.

Cette attitude rigoureuse, qui fixe les balises dont les jeunes ont par ailleurs besoin, présente le risque de ne pas répondre aux attentes de tous. Certain-e-s peuvent dès lors renoncer à tout séjour dans le Sud ou opter pour des formules commerciales qui, sans accompagnement ni vergogne, surferont sans limite sur cette aspiration qui n'aura pas été rencontrée.

2. Proposer aux jeunes de prendre part aux travaux ordinaires de la population

Dans ce cas, les jeunes opèrent aux côtés de la population locale qui s'adonne à ses activités quotidiennes (maraîchage par exemple) ou à ses projets de développement (reboisement, par exemple). Les jeunes mènent ainsi une action concrète reconnue comme utile, tout en étant très clairement informé-e-s sur le fait que cette action ne vise pas tant le résultat physique que fournir un cadre d'échange, qui facilite le dialogue et la concertation avec les populations.

La communication adressée aux jeunes doit dans ce cas s'avérer extrêmement performante. En effet, le risque est élevé que certains participant-e-s qui, pour de nombreuses raisons personnelles, seraient aveuglé-e-s par l'idée de « sauver l'Afrique » restent sourd-e-s aux nuances du propos. Leur soif de reconnaissance sociale et leur envie de se donner une image positive d'eux-mêmes peuvent être si puissantes qu'ils interpréteront l'idée de « travailler avec » dans le sens de « travailler pour ».

3. Accueillir l'intention pour créer autre chose

Accueillir quelques « sauveuses et sauveurs du monde » et construire un projet collectif peut contribuer à faire émerger une dynamique de groupe dans laquelle ce sont les autres jeunes qui les renvoient à leurs préjugés. La correction des intentions peut surgir plus naturellement et plus efficacement si l'impulsion pour le faire vient de pairs.

Cette option, présente les avantages et inconvénients d'une relation plus ouverte aux aspirations des jeunes, loin de la « violence » de l'interdit. L'avantage de se sentir respecté-e-s dans le projet qui leur tient à cœur peut être contrebalancé, en l'absence de message clair, par le maintien, fut-ce tacitement, d'une attente qui pollue, d'une certaine manière leur rapport à leur projet et leur relation aux personnes rencontrées sur place.

Chaque organisation procède à son choix en fonction des principes qui sous-tendent sa démarche. Il importe néanmoins de souligner toute la difficulté de trouver *a priori* – c'est-à-dire avant même d'avoir rencontré les jeunes concerné-e-s – la solution optimale et d'ajuster sa communication pour faire comprendre la nuance qui existe entre « aider X en allant travailler pour elle ou lui » et « vivre avec X et, par conséquent, l'accompagner aussi dans ses travaux ordinaires ».

L'écueil est double.

Premièrement, les raisons pour lesquelles un-e jeune souhaite « sauver l'Afrique » ne tiennent pas qu'à son altruisme et à sa générosité. Il est très fréquent qu'interviennent également, de façon le plus souvent inconsciente, des considérations d'ordre psychologique telles que la confection d'une image positive à proposer aux autres et/ou à soi-même. Cet enjeu est important et d'autant plus mésestimé qu'il est socialement peu avouable. Le risque est élevé qu'un-e jeune n'entende pas les nuances, s'accroche à son idée d'aider l'Afrique, et se construise une représentation de son projet qui aille dans ce sens.

Deuxièmement, ce risque n'est pas sans conséquence. Un-e jeune qui est intimement convaincu-e de « sauver l'Afrique » construira des représentations cognitives compatibles avec sa vision. Ces représentations, se caractérisent par des stéréotypes tenaces : l'Africain, ce grand enfant indolent, n'a pas les qualités intellectuelles et l'ardeur au travail requises pour son propre développement. Il faut que l'Européen, rationnel, organisé, méthodique, savant, intervienne pour lui venir en aide. Cela signifie que le regard porté sur la personne à rencontrer est conditionné avant même que les deux personnes aient été mises en présence l'une de l'autre.

Les psychologues ont bien étudié l'inclination naturelle à laisser des préjugés empoisonner une relation. Les êtres humains ont tendance à accorder plus d'attention à ce qui conforte leurs *a priori* qu'à ce qui les met en cause. Envisager une rencontre entre jeunes de Belgique et d'Afrique, si les Belges perçoivent inconsciemment les Africain-e-s comme des « personnes à aider », présente un risque important de manquer la cible du projet.

Certes, il ne faudrait pas que l'existence de stéréotypes soit un frein à la participation à ce type de projet, mais il importe que les jeunes soient réellement aptes à les remettre en cause.

Enfin, il convient de préciser que le raisonnement portant ici sur les jeunes s'applique tout autant aux populations du Sud qui doivent également se débarrasser de leurs stéréotypes sur les Européen-ne-s pour que la rencontre se fasse réellement dans une optique d'échange. Ce travail préalable sera d'autant mieux mené si, de leur côté également, les partenaires Sud du projet forment/sont formé-e-s à ces aspects.

QUELLE COMMUNICATION ET QUELLE FORMATION ?

CLARTÉ ET PRÉCISION AU SUJET DES OBJECTIFS

- L'organisation doit être claire et précise sur ses objectifs dès la promotion, qui est souvent le premier contact qu'elle a avec les participant-e-s.
- Elle ne laisse pas croire qu'on part dans le Sud « pour sauver le monde », ni même pour être réellement utile à court terme aux populations.
- Elle fait comprendre que, si chantier il y a, son objectif principal est la rencontre et la réflexion, bien plus que l'aide

Elle s'efforce de développer un message qui soit « vendeur », qui attire suffisamment l'attention du public pour avoir des candidat-e-s à ce genre de démarche, mais qui ne flirte pas avec les stéréotypes.

MENER UN PROCESSUS DE FORMATION

- Il est important de prendre en considération le niveau de maturité de la réflexion des jeunes et de les accompagner pour les aider à arriver où ils le peuvent/veulent. La démarche de formation sera respectueuse : déconstruire les stéréotypes des participant-e-s se fait par eux et avec eux, il faut favoriser la prise de conscience, l'émergence de nouveaux modes de pensée, tout en n'étouffant pas leurs idéaux, et en ne heurtant pas de front leurs opinions.
- Partir de groupes déjà formés et stables du début à la fin semble préférable, cela permet d'avoir une démarche suivie et structurée selon une évolution logique. Cela permet en outre de se baser sur certains éléments moteurs du groupe pour stimuler et enrichir la réflexion de tou-te-s.
- Chez certain-e-s, le voyage est la fin d'une démarche personnelle de prise de conscience et le début d'une autre, d'engagement. La formation doit accompagner, autant que possible, ces deux démarches, et permettre qu'elles se fassent toutes les deux dans de bonnes conditions.

Au rang des autres personnes impliquées dans le projet figurent les parents des jeunes. Ils ne partent pas, mais ils exercent une influence parfois prépondérante sur la réflexion de leur enfant. Réfléchir à l'opportunité de leur faire passer un message et à la nature de ce message ne semble pas superflu.

J'avais vu un jour à la télé les images d'une famine en Afrique et j'avais pour idée fixe de faire quelque chose pour eux. Je voulais aller là-bas pour les aider. Alors, quand il y a eu l'opportunité de participer à un voyage là-bas, j'ai vu l'opportunité de réaliser mon rêve de voyage humanitaire.

Les gens d'Iles de Paix nous ont expliqué en long et en large que ce n'était pas du tout l'optique du voyage. Je devais reconnaître qu'ils avaient raison, mais, au fond de moi, je conservais à l'esprit d'aller changer la vie d'enfants africains. Je me surprénais parfois à dire que je ferais un voyage humanitaire. Mes copines me disaient d'arrêter, que ce n'était pas ça, que je n'avais rien compris, mais c'était plus fort que moi !

Pour vous dire, j'ai, en secret, emporté un lot de 200 bics et crayons dans mon sac à dos pour distribuer sur place et j'avais aussi des biscuits secs que je comptais distribuer pour nourrir des enfants. J'ai vite compris, sur place, l'absurdité de ma démarche. Au début, j'étais même un peu déçue, je l'ai dit à une amie qui m'a répondu « Quoi ? Tu es déçue que les gens ne soient pas aussi pauvres et aussi affamés que tu le pensais ? » ça m'a foutu une gifle de me rendre compte des tréfonds de ma pensée ! ça a été un déclic et j'étais finalement plus sereine après...

Sarah, ancienne participante à un séjour d'immersion accompagné par Iles de Paix.

INDUIRE L'ENGAGEMENT OU LAISSER LIBRE ?

Comment concilier le respect de la liberté des participant-e-s et le fait que le dispositif mis en place repose sur une intention claire à leur égard ?

Les organisations non gouvernementales qui accompagnent des séjours d'immersion s'inscrivent dans une démarche d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Elles ont donc une intention claire, qui consiste à changer les jeunes afin que, à leur tour, elles et ils changent le monde, l'améliorent.

S'il existe des variations, les visions du monde souhaité par les organisations convergent. Ce monde rêvé – et en cours de construction – se caractérise par une justice globale, un accès de tous les êtres humains à leurs droits fondamentaux. Parmi ces droits figurent, les libertés de pensée, d'opinion, d'expression, d'association et de participation aux affaires de son pays, et, en conséquence, la liberté consubstantielle de ne pas s'engager.

Comment concilier ce droit à l'indifférence et/ou à l'inaction et l'intention d'encourager la mobilisation ?

UNE DÉMARCHÉ ÉMANCIPATRICE

Il importe de rappeler que l'ECMS est une démarche qui, parce qu'elle est éducative, vise l'émancipation des personnes auxquelles elle s'adresse. À l'opposé de tout conditionnement, elle participe à l'épanouissement graduel d'une conscience certes éclairée, mais aussi indépendante, autonome et critique.

On ne force jamais quiconque à être solidaire. Il est possible de contraindre quelqu'un-e à adopter les signes extérieurs de la solidarité, mais une adhésion sincère, authentique et véritable ne s'impose pas. Elle surgit spontanément, encouragée par un dispositif pédagogique respectueux du droit de chacun-e à son auto-détermination.

Un séjour d'immersion qui prétend s'inscrire dans une démarche d'ECMS n'a pas le choix : il doit proposer une pluralité de points de vue, tant en ce qui concerne la vie des personnes du pays visité qu'en ce qui concerne les explications de cette réalité et du fonctionnement du monde.

L'ANNONCE PRÉALABLE DE L'INTENTION

Les organisations échappent à ce dilemme en annonçant explicitement leur vision et leurs intentions éducatives.

Faire preuve de transparence et proposer un contrat de participation clair permet d'inscrire le respect de la liberté individuelle en amont du projet : en y participant, les jeunes savent à quoi elles et ils s'engagent et acceptent d'entrer dans une démarche orientée vers un objectif pédagogique.

D'aucun-e-s estiment qu'il serait préférable que les participant-e-s définissent eux-mêmes les objectifs du projet. C'est l'emprise politiquement correcte de l'omniprésent « participatif ». Cette posture, toutefois, ne peut s'appliquer à des séjours d'immersion pour lesquels la majorité des participant-e-s n'a aucune idée de ce qui peut les attendre et se trouverait bien démunie s'il lui fallait identifier ses propres objectifs éducatifs.

S'aligner sur les attentes des participant-e-s peut poser problème à l'organisation, alors contrainte d'orienter le projet dans une voie qui ne lui convient pas, au risque de participer au renforcement de stéréotypes.

Baliser le champ du séjour dès l'entame de la préparation, et en annoncer l'objectif permet aux jeunes d'exercer leur liberté en choisissant de participer – ou non – à ce projet.

PROPOSER L'ENGAGEMENT, SANS LE FORCER

Les jeunes, en participant à un séjour d'immersion avec une organisation d'ECMS savent que celle-ci vise à ce qu'elles et ils deviennent, dans la foulée, davantage des personnes qui bâtissent un monde globalement plus juste.

Pour l'organisation, c'est un pari ; pour les participant-e-s, une proposition.

L'éthique éducative impose de respecter en permanence le droit de ne pas s'engager ; le projet d'ECMS impose quant à elle de donner à connaître des points de vue, parmi lesquels ceux des personnes qui dénoncent les injustices et se mobilisent pour les résorber. En établissant le programme du séjour d'immersion, l'organisation fait le choix de ce qui se manifesterait aux participant-e-s. Elle peut ainsi induire des questions et donner des éléments de réponse, en veillant à la diversité de ceux-ci.

L'organisation peut offrir des perspectives de mobilisation pertinente aux jeunes qui souhaitent s'engager. Ce n'est pas toujours simple compte tenu de l'écart qui existe alors parfois entre les ambitions des jeunes et les leviers à leur disposition au sein de la société. Cela implique en outre que le séjour d'immersion offre l'occasion de réfléchir à l'action en tant que réponse à un problème que l'on veut participer à résoudre. Cette réflexion doit impérativement porter aussi sur les conditions d'une action pertinente et utile afin d'éviter que l'action se trouve privée de sa finalité, et une cause instrumentalisée par des problèmes psychologiques en mal de solution.

Les axes d'engagement sont variés, et il incombe aux jeunes intéressé-e-s d'identifier celui et ceux qui retiennent leur attention, sans se montrer trop « gourmand-e-s » au début.

- Dans leur consommation, elles et ils procèdent à des choix qui ont des conséquences sur la marche du monde.
- Dans leur gestion de leur épargne, elles et ils procèdent à des choix qui ont des conséquences sur la marche du monde.
- Dans l'exercice de leur profession, elles et ils procèdent à des choix qui ont des conséquences sur la marche du monde.
- Électrices et électeurs, et participant-e-s à la gestion de la chose publique, elles et ils procèdent à des choix qui ont des conséquences sur la marche du monde.
- Disposant de temps libre, elles et ils procèdent à des choix qui ont des conséquences sur la marche du monde.
- Dans leurs attitudes et comportements quotidiens, elles et ils procèdent à des choix qui ont des conséquences sur la marche du monde.

L'organisation peut soit proposer des engagements concrets « post-voyage » en son sein, soit renseigner d'autres associations qui prennent le relais, soit encore estimer qu'il appartient aux jeunes de découvrir eux-mêmes, en toute autonomie, les pistes d'actions qui leur conviennent.

C'est à ces conditions que l'engagement renforcera l'émancipation des jeunes, à court, moyen et/ou long terme.

FORCER L'ENGAGEMENT, UNE PRESSION VAINNE

Dans son livre Alexis Zorba, Nikos Kazantzakis décrit l'expérience suivante. « Je me souvins d'un matin où j'avais découvert un cocon dans l'écorce d'un arbre, au moment où le papillon brisait l'enveloppe et se préparait à sortir. J'attendis un long moment, mais il tardait beaucoup, et moi j'étais pressé. Énérvé je me penchai et me mis à le réchauffer de mon haleine. Je le réchauffais, impatient, et le miracle commença à se dérouler devant moi, à un rythme plus rapide que nature. L'enveloppe s'ouvrit, le papillon sortit en se traînant, et je n'oublierai jamais l'horreur que j'éprouvai alors : ses ailes n'étaient pas encore écloses et de tout son petit corps tremblant il s'efforçait de les déplier. Penché au-dessus de lui, je l'aidais de mon haleine. En vain. Une patiente maturation était nécessaire et le déroulement des ailes devait se faire lentement au soleil, maintenant il était trop tard. Mon souffle avait contraint le papillon à se montrer, tout froissé, avant terme. Il s'agita, désespéré, et, quelques secondes après, mourut dans la paume de ma main. Ce petit cadavre, je crois que c'est le plus grand poids que j'aie sur la conscience. Car, je le comprends bien aujourd'hui, c'est un péché mortel que de forcer les grandes lois [...] ».

L'émergence d'un-e militant-e engagé-e est une œuvre de longue haleine à laquelle on risque de porter atteinte en la forçant, en lui imposant de jouer plus vite que sa propre musique.

L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, comme tout acte éducatif, doit idéalement s'adapter à une évolution personnelle. Elle est, en cela, un acte artisanal ; chaque « pièce » en est unique. Le séjour d'immersion, parce qu'il s'inscrit dans une durée significative, permet cet accompagnement personnalisé, cet équilibre entre l'invitation à la mobilisation et le respect du droit à l'auto-détermination des jeunes.

Le projet des Jeunes Magasins Oxfam (JM) consiste à mettre sur pied et appuyer, dans les écoles secondaires en Belgique francophone, des équipes composées de profs et d'élèves qui gèrent un petit magasin de commerce équitable, qui sensibilisent aux enjeux Nord-Sud et à la consommation responsable et qui s'organisent démocratiquement. Il s'agit d'un engagement militant assumé, or une partie des élèves qui intègrent le projet ne le fait pas toujours par idéal, en tout cas au départ. Ils intègrent le JM plutôt pour s'occuper ou parce qu'on le leur a proposé. Les élèves se sentent souvent attiré par ce projet parce qu'il est concret, mais n'en comprennent pas toujours la dimension militante au départ. Comment du coup ne pas tomber dans une forme de « manipulation » de ces jeunes ? Pour l'éviter, plusieurs balises sont mises en place. Tout d'abord le fait que les objectifs et les valeurs du projet JM sont présentés de manière claire à tous les participants. Ensuite, il y a, dans le projet JM, un volet de formation qui est central. De nombreuses formations sont proposées aux JM pour que soient bien comprises les bases du commerce équitable et des combats défendus par Oxfam. Ces formations accordent une grande place au débat et se font dans une perspective critique et plurielle. Enfin, les JM doivent être des équipes démocratiques, dans lesquelles les décisions sont prises collectivement, ce qui évite de tomber dans de l'utilitarisme. Bien sûr on ne peut pas affirmer que toutes ces balises sont appliquées à 100 % dans toutes les équipes mais nous y tendons (et c'est ça notre vrai travail d'ECMS).

Induire un engagement n'est donc a priori pas négatif. D'ailleurs, dans la plupart des cas, les engagements des gens ont été induits par quelque chose ou par quelqu'un. Mais dans tout projet militant, les balises évoquées pour le projet JM (formation, débat critique, démocratie, présentation claire des valeurs et objectifs du projet) sont des éléments essentiels pour éviter la manipulation. Ils permettront de concilier le respect des libertés de chacun avec l'intention portée par le projet.

Hugo Roegiers, responsable mobilisation jeunes
chez Oxfam Magasins du Monde, mai 2016.

AMBITIONS DES ORGANISATIONS OU ATTENTES DES JEUNES ?

Les jeunes ont leur propre vision du monde et leur propre manière de l'appréhender. Les organisations de coopération au développement ont également leur lecture, enrichie par leur longue expérience. L'écart peut être considérable. Au point de ne pas pouvoir se rencontrer ?

Il se dit que les passions aveuglent. Le personnel des organisations serait-il parfois à ce point habité par sa mission qu'il serait atteint de cécité sur les réalités du public des séjours d'immersion ? Un match de football, prendre des bébés dans les bras ou se faire tresser les cheveux peut paraître futile à qui rêverait de voir les jeunes discuter jusqu'à nulle heure pour refaire le monde. Pire encore, bronzer, faire des selfies devant un baobab ou chanter Magic System à tue-tête peut en certaines circonstances sembler à ce point inapproprié que l'on se demande si l'objectif éducatif fixé aura une chance d'aboutir¹¹.

PEUT-ON TOUCHER AU CŒUR D'UNE RÉALITÉ À FORCE D'EN EFFLEURER L'ÉPIDERME ?

On peut identifier quelques motivations, conscientes ou non, dites ou non. Certaines peuvent se superposer dans le chef d'un-e jeune.

- Le **voyage humanitaire**. Je vais participer effectivement, concrètement, à améliorer les conditions de vie des populations locales.
- L'**idéal** d'un monde meilleur. Je veux participer à l'édification d'un monde plus juste et j'ai l'intuition qu'un voyage peut renforcer ma détermination et la pertinence de mon engagement.
- La **rencontre**. Je veux rencontrer des gens qui vivent et pensent autrement.
- L'**envie de comprendre** la société dans laquelle je vis.
- La **virée entre potes**. Je participe au voyage pour me retrouver avec des ami-e-s et développer encore la complicité qui m'unit à elles et eux.
- La **thérapie personnelle**. Je participe au voyage dans l'espoir d'atténuer les difficultés psychologiques que j'éprouve.
- Le **pèlerinage aux sources**. Je participe au voyage parce que mes parents (ou l'un-e d'eux) est d'origine étrangère, ou a vécu dans cette région et que je veux vivre une expérience qui m'inspirera davantage dans mon entourage proche.
- L'**agrément**. Je participe au voyage pour m'amuser.
- La **curiosité**. Je participe au voyage par curiosité, parce que je me demande à quoi ressemble la vie des gens dans le pays de destination. Cette curiosité peut aussi se focaliser sur un intérêt particulier, spécifique (géographie, faune, flore, musique, danse, etc.)
- Le **voyage initiatique**. Je participe à un voyage auquel j'associe des difficultés que j'aurai à vaincre, ce qui alimentera mon estime de soi et, si possible, celle que les autres éprouvent pour moi.
- La **démarche spirituelle**. Je me rends en un lieu sur lequel je projette qu'il est empreint de sagesse en vue d'accéder à une forme de révélation qui changera ma vie.
- Le **voyage mandataire**. Je suis poussé par mes parents. Ceux-ci sont extrêmement enthousiastes et participent, au travers de moi et par procuration, à une expérience qui leur est désormais interdite.
- L'**intérêt**. Une telle expérience pourra être valorisée par une ligne additionnelle sur mon *curriculum vitæ*.

La motivation profonde d'un-e jeune est le plus souvent une combinaison des composantes de cette liste non exhaustive.

Sauf cas exceptionnel, il existe toujours une différence entre les attentes des jeunes et les ambitions que les organisations ont à leur égard. Cette différence s'explique par une différence d'expérience,

de maturité, de culture, mais aussi par la spécificité de l'objet social des organisations. Il est donc important de les faire émerger.

Il peut alors exister une double manipulation.

L'organisation peut se réfugier derrière les précautions qu'elle a prises pour expliciter la nature de son projet. Elle a annoncé la couleur et se sent en droit d'orienter le voyage dans le sens de ce projet. Elle a le sentiment de ne prendre personne en traitre. Il peut toutefois arriver que l'on se réfugie inconsciemment derrière le fait d'avoir communiqué sans s'inquiéter du fait que le message a été entendu, compris, intégré et qu'un hiatus persiste entre les parties.

Les jeunes ignorent encore en quoi consistera exactement l'aventure. Il leur est difficile d'établir avec exactitude dans quelle mesure ce qui leur est proposé correspondra à leur attente. La représentation qu'ils se font de l'expérience à venir est déterminée par l'annonce de l'organisation, mais aussi, et surtout, par ce que les pairs véhiculent et les préjugés qu'elles ou ils peuvent avoir sur le pays de destination. Il peut arriver que, d'une façon inconsciente ou pas, sincère ou pas, les jeunes instrumentalisent l'organisation pour atteindre leurs propres objectifs. Toutes les organisations connaissent ainsi des participant-e-s qui, sur place et/ou au retour, ne respectent pas leurs engagements. L'indispensable pari de la confiance, s'il est souvent fondé et honoré n'est pas toujours gagné.

Il existe donc un rapport de forces entre les acteurs qui n'ont pas toujours les mêmes intérêts. Ce rapport n'est pas forcément conflictuel, mais il peut le devenir quand la divergence des intérêts est trop importante. Il faut bien entendu insister sur le fait que cela ne concerne pas la majorité des jeunes concernés par ces séjours.

Les manifestations concrètes de ce hiatus, quand il existe, sont diverses.

Avant le voyage, il peut se caractériser par un absentéisme, un manque d'implication ou un désintérêt pour la formation. Ces comportements sont plus rares quand les jeunes pensent – à tort ou à raison – que l'organisation peut leur interdire la poursuite du projet.

Pendant le voyage, il peut se caractériser, par exemple, par un investissement exagéré dans des activités considérées comme récréatives (prolonger et/ou multiplier le petit verre du soir, shopping, activités que l'organisation estime importantes.) ou par un absentéisme lors des activités que l'organisation estime importante.

Après le voyage, il peut se caractériser par une fin de non-recevoir adressée aux demandes de l'organisation de participer à des évaluations, de témoigner de ce qu'ils ont vécu, de prendre part à des activités de fixation des acquis. Une déception ressentie en raison de l'écart entre les projets réellement vécus et les attentes des participant-e-s peuvent amener celles-ci et ceux-ci à ne pas recommander l'expérience à d'autres jeunes.

Il convient de souligner qu'adopter un comportement inapproprié n'est pas forcément le signe d'une divergence d'objectifs entre l'organisation et les jeunes concerné-e-s. On peut s'inscrire dans une démarche d'ECMS et, par manque d'expérience notamment, commettre des erreurs d'appréciation. Il n'y a pas de processus pédagogique sans droit à l'erreur.

L'organisation doit à la fois interroger directement les participant-e-s sur leurs attentes pour faire émerger ces écarts. Elle doit aussi être attentive aux signes susceptibles de les manifester tels qu'un engagement à géométrie variable selon les registres concernés.

Trois stratégies s'offrent à l'organisation confrontée à un conflit entre ses intentions et celles d'un ou plusieurs participant-e-s.

La fermeté. L'organisation a des objectifs – pour lesquelles elle s'est d'ailleurs peut-être engagée au-

près d'un bailleur de fonds – et n'entend pas y déroger. Le programme a été établi de façon à maximiser les effets attendus de l'expérience. Les jeunes doivent s'y adapter.

L'abdication. L'organisation souhaite ne pas contrarier les participant-e-s ou considère qu'elles et ils sont les mieux placé-e-s pour connaître leurs besoins. Elle adapte son dispositif aux demandes des jeunes. Elle peut justifier cette posture par l'idée selon laquelle aucun apprentissage durable ne pourra survenir si les jeunes affichent une très faible réceptivité.

La négociation. Organisation et participant-e-s s'efforcent de trouver un terrain d'entente et se font des concessions mutuelles.

Le choix de la stratégie dépendra du contexte, du nombre de jeunes partageant peu ou prou le point de vue de l'organisation et du degré de dépendance réciproque. Plus le projet avance, plus le rapport de forces devient défavorable à l'organisation. Il lui est en particulier difficile, après le voyage, quand un-e jeune a obtenu ce qu'elle ou il souhaitait, de la ou le contraindre à participer aux activités de clôture du projet.

Si la négociation apparaît comme la technique la plus attrayante, elle ne va pas sans poser différentes questions.

LA NÉGOCIATION PEUT-ELLE PORTER SUR LES OBJECTIFS DU PROJET ?

La co-construction des objectifs présente le risque de voir s'édulcorer la mission de l'organisation si elle se métisse avec des aspirations qui lui sont étrangères. L'effet attendu par l'organisation pourrait s'en trouver diminué. En outre, les parties ne se trouvent pas à égalité du fait du différentiel des expertises.

Il en résulte que l'organisation préfère souvent s'en tenir à son objectif, non négociable, et confiner la concertation dans le registre plus opérationnel, faisant précisément de cette participation l'un des ressorts de sa méthode pédagogique. Toutefois, même si certaines organisations s'y essaient, la co-construction du programme est un exercice difficile dès lors que les participant-e-s ignorent généralement « ce qu'il est possible de faire sur place ».

Comme souvent, la solution consiste à mettre en place des dispositifs préventifs afin d'atténuer les risques de divergence de vues potentiellement dommageables à la réussite du projet.

Premièrement, une information accessible, vulgarisée, sur les intentions de l'organisation est indispensable. Il ne s'agit pas seulement d'avoir communiqué ce message pour éviter les malentendus ; il faut encore s'assurer qu'il a été compris, par exemple en demandant aux participant-e-s de le reformuler.

Deuxièmement, l'organisation doit s'efforcer de se mettre à l'écoute du groupe, d'en appréhender toutes les personnalités afin de concevoir un dispositif sur mesure, le plus approprié aux caractères et aux attentes de ses membres. Les programmes stéréotypés présentent le risque de ne convenir qu'à certains profils et, ainsi, de ne laisser qu'à ceux-ci l'accès à ce type d'expérience.

En tant que professeurs, nous avons organisé à 3 reprises des séjours d'immersion avec des élèves de 5^e et de 6^e rénové en Afrique de l'Ouest.

L'objectif était clair pour nous : sensibiliser nos jeunes à d'autres réalités, au fonctionnement du monde, tenter d'expliquer les causes des inégalités Nord/Sud, éveiller chez nos élèves l'envie de se bouger pour un monde plus juste.

Les attentes des jeunes sont sans doute quelque peu différentes. À 16 ou 17 ans, leur envie est de découvrir une réalité qu'ils ne connaissent pas, de voyager, d'aller « sauver l'Afrique », de se lancer un défi personnel. Ils ont une vision parfois stéréotypée des pays du Sud. Ils ne voient pas toujours l'utilité de la préparation que nous leur proposons, de toute cette réflexion préalable au séjour qui leur est demandée.

Mais nous sommes persuadés que ces deux points de vue peuvent se rencontrer. Lorsque les élèves sont confrontés « en direct » aux réalités du terrain, ils font les liens avec toutes les réflexions qui ont été suscitées lors de la préparation de leur séjour. Une de nos anciennes participantes nous confiait, quelques années après être partie avec nous et après un deuxième séjour en Afrique organisé à l'université, combien elle s'était sentie mieux préparée lors de son premier voyage.

Il est probable que nos objectifs d'adultes et de professeurs ne seront pas atteints entièrement. Pour être intégrés, il faut qu'ils fassent leur chemin dans d'autres vécus et réalités que les nôtres : celles des jeunes qui les intègrent à un rythme qui n'est pas le nôtre. Mais nous pouvons nous réjouir de ce que certaines interrogations, une prise de conscience, un changement d'attitude naissent chez nos jeunes à moyen ou à long terme.

Anne Françoise Blanjean et Yolande Timsonet,
enseignantes à l'Institut Sainte-Marie de Jambes.

SUIVRE DE PRÈS OU LAISSER VOLER DE SES PROPRES AILES ?

L'ECMS a une ambition émancipatrice. Les séjours d'immersion qui s'inscrivent dans une telle démarche visent par conséquent l'autonomie des jeunes. Cela comprend la capacité à produire seul-e ses propres choix et à dessiner soi-même les contours de son engagement personnel. Les éducatrices et éducateurs les plus emblématiques de nos sociétés laissent les jeunes prendre leur envol, de façon abrupte (à la fin de l'année scolaire, par exemple, pour les équipes pédagogiques des écoles) ou progressive (transformant graduellement leur autorité en accompagnement, pour les parents). Quel peut être le modèle le plus inspirant pour les séjours d'immersion ?

La réponse à cette question nécessite de prendre en compte d'une part l'idéal éducatif du projet et, d'autre part, les moyens dévolus à cette fin.

PIÈCE D'UN PUZZLE OU PROJET EN SOI ?

L'ECMS est une démarche complexe. Elle développe tout à la fois des savoirs (connaissance des conditions de vie ailleurs, compréhension du fonctionnement du monde), des savoir-être (adhésion libre à des valeurs de justice et de respect de la dignité humaine) et des savoir-faire (compétences nécessaires pour une action pertinente). C'est un programme pour vingt ans, sans compter la « formation continue » !

De même que bâtir une maison nécessite l'intervention successive de corps de métier différents, l'ECMS est (ou devrait être) une construction méthodique faisant appel à l'acquisition graduelle puis au renforcement d'aptitudes et de compétences variées. Il ne s'agit pas de travailler les mêmes apprentissages, avec les mêmes méthodes, dans l'enseignement maternel, au début du primaire, à la croisée des deux cycles ou en rhétorique. Les interventions très contrastées de différents acteurs (issus des familles, des écoles, des mouvements de jeunesse, d'organisations non gouvernementales, etc.) établissent progressivement un-e citoyen-ne du monde qui agit dans le sens de la justice.

Le séjour d'immersion peut être un outil très performant de cette éducation. Des travaux tels que l'étude de l'impact de l'éducation au développement (Rôle de l'éducation au développement dans les parcours de vie de personnes engagées dans les actions solidaires, ACODEV, 2014) témoignent qu'il marque durablement l'esprit des militant-e-s. Ils surviennent en outre le plus souvent à un moment où des éléments symboliques tels que le permis de conduire ou le droit de vote ne tarderont pas à rappeler aux jeunes qu'elles et ils entrent de plain-pied dans la vie adulte.

On peut donc distinguer deux manières de voir le séjour d'immersion. Il peut être vu (notamment par les organisations) comme une composante ou comme le couronnement de l'apprentissage d'une citoyenneté mondiale et solidaire.

Dans le premier cas, la pression est moindre. On accepte qu'un-e jeune, si elle ou il acquiert de nombreux savoirs, savoir-être et savoir-faire, ne se trouve pas forcément « achevé-e » au terme du projet de séjour. D'autres actions, éventuellement orchestrées par d'autres organisations, poursuivront le « travail », notamment dans le courant des études supérieures.

Une organisation peut alors, au retour, assurer le bon « atterrissage » des jeunes, mener à bien des activités de fixation des acquis et mettre un terme à son intervention.

Dans le deuxième cas, la pression est considérable. Il faudrait que le projet de séjour d'immersion accouche de militant-e-s confirmé-e-s. L'organisation se doit alors de poursuivre l'accompagnement afin de s'assurer que les aptitudes et compétences que le séjour proprement dit n'aurait

pas développées le soient dans la foulée du voyage. Il ne s'agira pas seulement de « terminer proprement » l'expérience, mais de la compléter par de nouvelles interventions adressées à ce public.

D'un côté l'organisation estime que le séjour d'immersion (avec sa préparation et ses opérations de clôture) est une pièce – certes importante, mais parmi d'autres – d'un dispositif pédagogique¹² et qu'il ne lui incombe donc pas d'assumer la responsabilité de l'acquisition de toutes les aptitudes et compétences citoyennes souhaitées. Elle conçoit son rôle dans un registre plus proche de celui de l'enseignant-e qui, le temps venu, cède le relais à ses collègues.

De l'autre côté l'organisation considère qu'elle a la responsabilité d'accompagner les jeunes dans une démarche initiée par le séjour d'immersion. Elle ne conçoit pas de les laisser à ce qui lui semble le milieu du gué. Il faut capitaliser sur ce premier élan pour les emmener plus loin. Elle conçoit son rôle dans un registre plus proche de celui du parent dont le rôle évolue, mais ne périme pas.

DES CONTRAINTES COMME S'IL EN PLEUVAIT

Quand bien même on estimerait qu'il est souhaitable que l'organisation suive longuement les jeunes après leur expérience d'immersion, le pourrait-elle ?

L'idéal se confronte aux limites imposées par le fait qu'organisations et participant-e-s évoluent dans des contextes bien spécifiques.

On peut distinguer à cet égard les contraintes internes et externes aux organisations.

Les contraintes internes sont celles qui sont liées à leurs ressources organisationnelles, humaines et financières. Suffisent-elles à suivre une cohorte de jeunes qui ont participé à un voyage alors que la suivante pointe son nez à l'horizon ? Il suffirait, techniquement, de n'organiser de séjour d'immersion qu'une année sur deux plutôt qu'annuellement, mais il s'agirait alors de diviser par deux le nombre de bénéficiaires. L'équilibre à trouver entre qualité de l'accompagnement et nombre de participant-e-s fait l'objet d'un chapitre spécifique.

Les contraintes externes sont celles sur lesquelles l'organisation n'a *a priori* pas de prise.

Elles sont de plusieurs ordres.

Premièrement, le nombre de sollicitations auxquelles les jeunes sont confrontés est extrêmement élevé. Modelé-e-s à l'image de leur fonctionnement sur Internet, elles et ils peuvent avoir tendance à passer d'une information à l'autre, d'une tâche à l'autre, d'une cause à l'autre sans ni les approfondir, ni exercer sur elles l'esprit critique qu'une réelle appropriation requiert. Une fois de retour en Belgique, la force d'attraction du quotidien est considérable, voire irrésistible. Il est d'autant plus difficile de les astreindre à un suivi régulier qu'elles et ils ne se sentent¹³ pas tenus par un engagement formulé plusieurs mois auparavant. L'organisation peut s'épuiser à « tirer » un groupe qui semble « passé à autre chose ». Un contact léger mais régulier via les réseaux sociaux permet toutefois d'entretenir le lien et, surtout, de continuer d'alimenter les jeunes qui l'acceptent avec des informations, des réflexions et/ou des pistes d'engagement.

Deuxièmement, les enseignant-e-s s'accordent souvent à noter un accroissement significatif de la maturité des jeunes entre la cinquième et la dernière année de l'enseignement secondaire. Cela plaide *a priori* pour réserver les séjours d'immersion aux élèves de rhétorique. Toutefois, si la perspective d'arriver au bout d'un cycle favorise ce gain dans la qualité de la réflexion, elle expose aussi à un inconvénient considérable : les jeunes quitteront sous peu un mode de vie structuré et organisé dans lequel les suivre est envisageable. Leur dispersion sera telle, une fois le mois de juin venu, qu'il est relativement illusoire d'espérer poursuivre une action collective avec elles et eux.

¹² Dispositif pédagogique particulier, assez peu structuré et organisé, qui repose sur l'hypothèse implicite qu'un-e jeune se trouvera « forcément » (ou « probablement ») mis-e en contact, dans son développement avec les composantes successives de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, non coordonnées entre elles et proposées par une pluralité d'acteurs.

¹³ Ces considérations se rendent coupables de généralisation abusive. Il est certain que des exceptions existent et qu'elles ne sont pas rarissimes.

Troisièmement, force est de constater que de nombreuses pistes d'action proposées aux citoyen-ne-s afin de manifester leur attachement à l'avènement d'un monde plus juste ne sont accessibles aux jeunes que dans une faible mesure. Elles et ils se sentent par exemple moins concernés, à tort ou à raison, par les choix dans le placement de l'épargne ou dans ceux inhérents à une activité professionnelle. Ils ne perçoivent en outre pas que leurs faibles rentrées financières leur imposent néanmoins des choix de consommation. Le manque de pistes concrètes d'actions pertinentes dans lesquelles les jeunes peuvent s'engager est ressenti comme un frein à l'application des intuitions que leur séjour d'immersion peut avoir renforcées.

Certes, les organisations peuvent les sensibiliser à ces pistes qui ne sont pas exactement taillées pour eux, plaider pour que certaines actions soient davantage accessibles aux jeunes de leur âge et - surtout - favoriser l'intégration de leur entourage en en faisant des ambassadeurs auprès de leur entourage, mais l'honnêteté commande de convenir qu'il s'agit là d'accommodements de circonstance avec les contraintes existantes.

Enfin, il ne peut en aucune façon être question de sous-estimer le temps requis pour « digérer » une expérience telle qu'un séjour d'immersion. Les organisations voudraient que celui-ci agisse comme un électrochoc. Selon plusieurs ancien-ne-s participant-e-s, il ne faut pourtant attendre nulle révélation mais, plutôt, l'accumulation d'impressions qui, en décantant pendant parfois plusieurs années, produisent lentement leur effet. Sauf exceptions, il est, alors, trop tard pour que l'organisation puisse accompagner la suite. D'autres acteurs, sans doute, moissonneront ce qu'elle aura semé, emmenant plus loin celles et ceux qui ont vécu ce type d'expérience.

UNE RESPONSABILITÉ, TOUTEFOIS

Si les contraintes évoquées ci-avant donnent à penser que l'organisation peut « passer à une autre groupe » une fois le projet achevé, il importe de mentionner que la troisième phase de celui-ci, celle de « l'après séjour » ne peut être réduite à portion congrue.

Le séjour a soudé un groupe autour d'une expérience exceptionnelle vécue en commun. Le jeune associe l'organisation à cette émotion. Il a construit avec elle (et, sans doute, plus encore avec les personnes qui l'incarnent) une relation forte de complicité, de confiance. La personne de l'organisation qui a accompagné le séjour – s'il y en a une – incarne la compétence, la connaissance et l'engagement. Cette relation privilégiée qui a été construite au cours du séjour est un sérieux atout pour mener un-e jeune encore plus loin dans son engagement et il incombe à l'organisation qui poursuit un objectif éducatif d'en user.

LE CYCLE DE VIE DU MILITANT

Un séjour d'immersion est un temps privilégié dans la vie d'un-e militant-e. Riche en émotions, il s'accommode particulièrement bien de l'âge des (post-)adolescent-e-s qui vivent intensément les effervescences et les troubles qui les touchent. Ils est le moyen d'ancrer profondément des apprentissages moins cérébraux, mais plus intuitifs, relatifs aux savoirs (connaissances) et aux savoir-être (sensation d'appartenir à une même humanité, sens de la justice, etc.).

On peut organiser de tels séjours et engranger ces importants acquis en acceptant que les contraintes auxquelles leur public et eux sont confrontés rendent l'outil relativement moins performant dans l'acquisition, à court terme, de savoir-faire.

Lorsque j'ai participé à mon premier voyage d'immersion, j'avais 15 ans et ce fut pour moi un réel électrochoc. Il est vrai que le retour à la vie « réelle » fut difficile, tout autant qu'il est facile de retourner passivement dans sa zone de confort. Mais chaque immersion réussie est comme un étage supérieur qu'on gravit, avec son lot d'apprentissages sur soi et sur le monde. Il est tout à fait possible de retourner à une vie confortable en occultant l'impact que le voyage a eu sur nous, mais on ne peut pas supprimer ses effets. Tôt ou tard, ils referont surface, que ce soit dans notre manière de comprendre le monde, dans nos choix ou nos actions, même si elles ne sont pas (encore) engagées. Un voyage d'immersion ça nous change de l'intérieur : c'est notre personne et non pas nos actions qui sont transformées. C'est donc un changement bien plus complexe à comprendre, bien moins prévisible, et qui peut s'exprimer de beaucoup de façons différentes et à des échelles de temps variées. Pour moi, même si ma vie quotidienne était toujours la même qu'avant le voyage (je mangeais pareil, je consommais pareil), il y avait cette nécessité de continuer dans « quelque chose », cette envie de faire, de construire, bref de poursuivre un nouveau défi. C'est le fait de m'offrir de nouvelles possibilités d'engagement qui a été la clé de ma conscientisation, et c'est, défi après défi, voyage d'immersion après voyage d'immersion, que je me suis construite. Chaque expérience est une porte ouverte vers la suivante, tout changement est un processus qui finit inévitablement par nous mener vers une compréhension plus juste du monde dans lequel nous vivons, et fatalement vers un mode de vie plus respectueux et harmonieux avec notre environnement. Et si cette dernière étape peut prendre du temps à arriver, elle ne nécessite pas un suivi actif, qui risquerait d'être trop rigide, pas assez adapté et surtout coûteux en énergie pour les ONG. Elle n'est que la suite logique d'un processus qu'il suffit de démarrer de la bonne manière.

Elisabeth Lagneaux, ancienne bénévole au sein de l'ONG Défi Belgique Afrique.

LES PARTENAIRES SUD, INFORMATIFS OU ÉDUCATIFS ?

Un séjour dans le Sud peut théoriquement être organisé par une organisation sans faire intervenir d'acteur du Sud. On part à l'aventure, avec l'idée que les rencontres surgiront bien au détour d'une visite ou d'un heureux hasard.

Dans le cas des séjours d'immersion à vocation d'ECMS, la réalité est tout autre. La collaboration avec le Sud ne peut être laissée de côté, elle fait partie des questions clés à se poser avant de se lancer dans la démarche, au risque de passer à côté des objectifs qu'on lui assigne.

POURQUOI COLLABORER PLUTÔT QUE TOUT GÉRER SOI-MÊME ?

Parce qu'on veut rester cohérent avec les messages et les valeurs qu'on tente de transmettre à travers ces voyages. Parler de solidarité et de responsabilité commune face à une communauté de destins suppose pour rester crédible d'éviter de débarquer dans le Sud avec un projet clé sur porte pensé et construit uniquement depuis notre bureau. Faire preuve d'une certaine humilité quand on se lance dans la construction de voyages d'immersion peut être utile à plus d'un titre.

Construire un séjour d'immersion dans un pays du Sud requiert une bonne connaissance du contexte et des réalités locales, un réseau de contacts (individus ou organisations) susceptibles d'être sollicités afin d'interagir avec le groupe, des facilités afin d'organiser la logistique et l'accueil du groupe.

Un-e partenaire qui connaît le contexte sera bien plus à même de définir les contours d'un projet réaliste, pertinent et respectueux des populations locales.

LES ACTEURS DU SUD SONT-ILS TOUT DES PARTENAIRES ?

La notion de "partenariat" fait référence, dans ce contexte spécifique, à un processus d'échanges et de collaboration qui permet à deux parties de travailler ensemble afin de mener une action commune, ici le séjour d'immersion, et qui apporte une valeur ajoutée à chacun des partenaires.

Soulignons que le partenariat unit le plus souvent une entité locale (une personne, une organisation, un village, les formes les plus diverses existent) à l'organisation qui accompagne le projet et non aux participant-e-s du voyage.

QUEL EST LE RÔLE DE L'ENTITÉ PARTENAIRE ?

Trois types de missions sont nécessaires à l'organisation d'un séjour d'immersion. Pour chacune d'entre elles, on peut identifier qui est le mieux placé pour la mener à bien : l'entité partenaire du Sud ou l'organisation qui envoie les jeunes.

1. Mission purement logistique : réservation du logement, préparation des repas, planification des déplacements, organisation de visites, etc. Il s'agit de prendre en charge tous les aspects pratiques liés au séjour. Sa proximité du terrain et sa connaissance des circuits locaux imposent l'entité partenaire du Sud pour assumer cette mission. Elle ou il y a un intérêt essentiellement économique.
2. Mission d'accompagnement du groupe de jeunes : accueil des participant-e-s, explication de la réalité locale, mise en contact avec les populations, associations, groupes de jeunes locaux, animation de débats, participation à des débriefings en cours de séjour, conseils personnalisés, etc. L'entité partenaire facilite, guide les participant-e-s dans leurs découvertes et apprentissages, sur la base d'un programme défini au Nord éventuellement en concertation avec l'entité parte-

naire. Ici, on sera le plus souvent dans du 50 %/50 % parce qu'il faut pouvoir faire correspondre les réalités locales avec les attentes des jeunes et avec les objectifs et ambitions de l'organisation qui ne font pas systématiquement l'objet d'une appropriation par l'entité partenaire.

3. Une mission plus stratégique où l'entité partenaire participe à la définition des objectifs et du parcours pédagogique et est co-responsable de l'atteinte des résultats. Il s'agit ici d'impliquer l'entité partenaire plus en amont du processus afin de réfléchir ensemble le projet d'immersion et ses modalités. L'entité partenaire est force de proposition, peut suggérer de sensibiliser le groupe aux thématiques par rapport auxquelles elle est elle-même engagée. Cette modalité suppose toutefois que l'entité partenaire ait également une vocation éducative. Ce n'est pas toujours le cas mais quand ça l'est et quand ces partenaires partagent une même vision et aspiration à faire de l'ECMS auprès de leurs propres publics, cela représente une réelle plus-value pour l'atteinte des objectifs en ECMS.

Le choix de l'une ou l'autre modalité de partenariat dépendra :

- de la durée de la relation. En effet, alors que certaines organisations tenteront d'identifier une entité partenaire après avoir conçu leur projet d'immersion, pour d'autres, la relation partenariale préexistera à la conception du projet ;
- des attentes de l'organisation quant à son entité partenaire et de la confiance en ses capacités à pouvoir exercer un rôle ou l'autre ;
- du profil et des attentes des entités partenaires du Sud. Celles-ci n'ont pas forcément une vocation éducative. Elles sont même plutôt rares et pas simples à identifier.

Une entité partenaire peut cumuler plusieurs des rôles identifiés. Jouant un rôle plus stratégique, elle peut également assumer des missions logistiques et d'accompagnement.

QUELLES SONT LES PLUS-VALUES QUI PEUVENT ÉMERGER DE CETTE COLLABORATION ?

Les plus-values peuvent se situer à plusieurs niveaux. Le tableau ci-après liste certaines des plus-values qui peuvent émerger de ces collaborations. Elles ne sont pas systématiques et dépendent fortement du rôle endossé par le partenaire dans la collaboration.

Dimensions ¹⁴	ORGANISATION DU NORD	PARTENAIRE AU SUD
AVOIR	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de réduire les coûts en passant par un relais local. • Gain de temps et d'énergie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Retour économique pour l'entité partenaire qui prend en charge l'accueil du groupe. • Il arrive qu'une récolte de fonds spécifiquement destinée à financer les projets/actions développées par l'entité partenaire soit organisée par le groupe.
SAVOIR	<ul style="list-style-type: none"> • Définition d'un programme réaliste, diversifié, pertinent et respectueux des réalités locales. • Évolution des représentations sur les relations Nord/Sud, déconstruction de stéréotypes sur le Sud. Le fait de travailler avec une entité partenaire permet de dépasser rapidement l'image du Sud assisté pour mettre en exergue le Sud comme acteur de changement social. • L'entité partenaire peut également être une ressource pour les contenus de la formation qui précède le voyage avec l'apport d'un éclairage local. 	<ul style="list-style-type: none"> • Découverte de (nouvelles) méthodes de formation qui peuvent être redéployées dans ses actions propres. • Évolution des représentations sur les relations Nord/Sud, déconstruction de stéréotypes sur les jeunes du Nord.
VOULOIR	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation des apports de l'entité partenaire afin de renforcer la volonté d'engagement chez les jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la confiance de l'entité partenaire dans son potentiel en tant qu'acteur de changement.
POUVOIR	<ul style="list-style-type: none"> • L'interaction avec une entité partenaire Sud/Nord peut contribuer à renforcer la visibilité, la crédibilité du projet et de l'organisation auprès de ses publics et de ses partenaires techniques et financiers. 	

¹⁴ Cfr. Grille du Monde selon les femmes sur l'empowerment reprise dans Aussems Alain, « La place des partenaires du Sud comme acteurs éducatifs dans les processus d'immersion », Évaluation externe, janvier 2016.

GÉRER LA RELATION PARTENARIALE, UN EXERCICE SOUVENT HASARDEUX

Tout comme les relations qu'auront les jeunes avec les populations qu'elles et ils rencontreront pendant leur voyage, la relation entre organisations partenaires sera également confrontée aux défis de l'interculturalité. Pour prévenir les difficultés qui pourraient survenir, il est important d'avoir conscience de la complexité de ces relations et de se donner un cadre clair pour les gérer.

Il peut être utile de formaliser les choses au sein d'une convention ou d'un document écrit qui servira de cadre aux échanges et dans lequel on précisera les objectifs de la collaboration, les rôles et responsabilités des parties ainsi que les éventuelles modalités financières de la collaboration.

Une fois la convention signée, la collaboration débute et avec elle un exercice de communication interculturelle où les parties devront apprendre à dialoguer dans un climat de confiance et de respect mutuel.

Pour y arriver, il faudra être attentif à :

- s'y prendre suffisamment à l'avance. Une bonne connaissance mutuelle prend du temps et la notion du temps peut varier fortement d'un pays à l'autre ;
- être clair dès le départ sur ce qu'on attend de la relation partenariale. C'est essentiel pour limiter les éventuels malentendus sur place ;
- aborder chaque réunion/communication comme un échange et non pas une demande unilatérale vers l'entité partenaire ;
- faire preuve d'une certaine flexibilité afin de s'adapter aux contraintes de l'autre partenaire ;
- garder des traces écrites des échanges tout en sachant aussi que dans certains pays la parole vaut plus que tout ;
- être attentif à la façon d'exprimer ses mécontentements, ses désaccords en cas de malentendu. Dans certains contextes culturels, le ton est important, ainsi que le contexte (pas en public, pas nécessairement de manière frontale...). Il est utile de connaître ces « codes » spécifiques à chaque communauté avant le départ car leur non-respect pourrait bloquer la situation ;
- prendre le temps de réaliser une évaluation commune avec l'entité partenaire, qu'une suite à la collaboration soit envisagée ou non. En effet, revenir sur le projet afin d'en identifier les acquis mais également les difficultés permet, de part et d'autre, de capitaliser l'expérience et de proposer des axes d'amélioration pour les futurs projets.

QU'EN EST-IL DE LA RÉCIPROCITÉ ?

Le sens de la mobilité reste majoritairement orienté du Nord vers le Sud. Certaines organisations expérimentent toutefois l'accompagnement de projets de mobilité Sud-Nord ou Sud-Sud qui permettent aux personnes du Sud de se déplacer pour découvrir d'autres réalités proches ou lointaines.

Cette réciprocité de la mobilité mérite d'être encouragée car l'enjeu de ces voyages est de créer une conscience citoyenne et d'encourager l'engagement des jeunes partout dans le monde. Ainsi, comme voyager dans le Sud peut être transformateur pour la jeunesse du Nord, voyager au Nord peut l'être tout autant pour la jeunesse du Sud.

Cela permet de former une jeunesse locale plus lucide sur les réalités du Nord bien souvent idéalisées dans leur imaginaire collectif, plus consciente des enjeux globaux et des interdépendances Nord/Sud, plus mobilisée compte tenu de ses propres leviers de changement et qui pourra le cas échéant servir de relais/porte-parole auprès d'autres jeunes.

Aujourd'hui, ces voyages restent encore peu répandus car de nombreux obstacles se dressent devant eux. Les démarches administratives comme l'obtention d'un visa ou le financement du voyage

restent des défis pour de nombreuses organisations. Mais si certains acteurs hésitent à y consacrer des moyens, c'est peut-être aussi parce qu'ils n'y perçoivent pas de retombées directes pour les populations du Sud. L'impact de ces séjours, qui se mesure en changements de valeurs, en acquisition de savoirs pour la jeunesse du Sud n'en reste pas moins fondamental mais suppose de se placer dans une perspective à plus long terme.

Bien que la perfection ne soit pas de ce monde, les séjours d'immersion à vocation ECMS trouveront plus de succès si le partenaire sud est crédible. Il doit avoir une bonne audience dans son milieu et auprès des publics cibles bénéficiaires. Cette crédibilité valorise l'action portée par le partenaire du Nord et crédite auprès des autorités locales et même nationales l'éducation qui est donnée aux jeunes. En effet, le sérieux dans le travail, les bonnes relations avec les autorités, la connaissance des réalités du milieu, la disponibilité et l'ouverture sont autant de valeurs que doivent porter les partenaires du sud.

En raison de son ancrage social et sa maîtrise du terrain, l'organisation de la logistique des séjours est plus facile pour le partenaire sud et permet d'éviter au mieux certains désagréments.

Et les deux partenaires gagneraient plus si ces valeurs sont également partagées par l'organisation du Nord, si les rôles sont partagés de manière participative et si une bonne communication est établie entre les deux structures. L'expérience et la bonne maîtrise des choses viendront avec le temps.

Bernadin Tossa, ONG ALDIPE, partenaire de Défi Belgique Afrique

DÉCONSTRUIRE LES STÉRÉOTYPES OU LES RENFORCER ?

« L'Africain, c'est bien connu, doit sa misère à sa nonchalance. S'il mettait au travail le même entrain que sur une piste de danse, il serait assurément riche comme Mansa Moussa ». Est-ce un préjugé de prétendre que nombre de jeunes pensent cela avant un séjour d'immersion ? Celui-ci participe-t-il à réviser leur jugement ou à le renforcer ? Ce par quoi on s'efforce de remplacer ce stéréotype n'en est-il pas un autre ?

LES STÉRÉOTYPES SONT LÉGION

Nous créons généralement nos stéréotypes en généralisant à un groupe le comportement de quelques individus. Un stéréotype est une idée caricaturale qu'on se fait d'une personne ou d'une culture en généralisant des traits de caractère réels ou supposés. Ils interviennent dans bon nombre de nos comportements sans que nous n'en ayons conscience et sans que cela soit forcément une mauvaise chose. Il s'agit d'ailleurs souvent d'une question d'efficacité. Il est en effet utile d'aborder une nouvelle rencontre ou une nouvelle situation en tentant de la rapprocher d'expériences déjà vécues afin d'adapter plus rapidement nos attitudes et comportements.

Si les psychologues s'accordent à reconnaître l'importance des stéréotypes, ils ouvrent la voie à deux cas franchement problématiques :

- le stéréotype inexact qui porte préjudice autant à la personne qui l'alimente qu'à celle qui est visée ;
- le préjugé.

LE PRÉJUGÉ AJOUTE UN JUGEMENT AU STÉRÉOTYPE

« Le préjugé est un jugement sur quelqu'un, quelque chose, qui est formé à l'avance selon certains critères personnels et qui oriente en bien ou en mal les dispositions d'esprit à l'égard de cette personne, de cette chose »¹⁵.

Si les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, les gros et les blondes portent leur lot de stéréotypes, les communautés humaines basées sur un critère géographique en sont également des cibles privilégiées : les Namurois-es, les Liégeois-es, les Carolos ou les Bruxellois-es portent de telles étiquettes, comme les Corses, les Breton-ne-s, les Parisien-ne-s ou les Marseillais-es, les Italien-ne-s, les Britanniques, les Allemand-e-s, les Américain-e-s, les Chinois-es, les Japonais-es et... les Africain-e-s.

L'inconscient collectif de la société belge continue bien souvent de considérer toute l'Afrique Noire comme une entité homogène aux vertus inférieures à celles de l'Europe. Le développement de l'Occident s'accompagnerait d'un sentiment latent de supériorité de nos jugements, de notre cadre de références.

L'enjeu, pour ce qui concerne cette question des stéréotypes, c'est de remplacer cette représentation uniforme par une vision qui rend compte de la diversité qui caractérise ces continents.

Les jeunes qui participeront à un séjour d'immersion portent leurs propres représentations cognitives sur la population du pays à visiter. Les psychologues ont démontré qu'une personne qui a un préjugé est victime d'une inclination naturelle à voir le monde de la façon qui renforce ses préjugés. Ainsi, une personne qui pense que les femmes conduisent moins bien les voitures que les hommes aura-t-elle inconsciemment tendance à voir davantage les mauvaises conductrices que les mauvais conducteurs et les bons conducteurs que les bonnes conductrices. Elle en sortira renforcée dans ses croyances.

¹⁵ Dictionnaire Larousse online « <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/préjugé/63519> », consulté le 20 octobre 2016.

Les jeunes qui pensent que tous les Africains ont le rythme dans le sang survaloriseront les observations qui confirment leur appréciation ; ce qui la renforcera.

Un double *a priori* sur les populations du Sud est plus souvent présent.

Le premier est que les gens y vivent dans la misère. Il est accru dans les régions chaudes, où les gens s'habillent de peu, accroissant ainsi l'impression de pauvreté. Il peut en résulter, sur le terrain, une réaction ambivalente quand une personne se trouve confrontée à la précarité ou à ce qu'elle interprète comme de la précarité : elle peut se trouver tout à la fois choquée de ce qu'elle voit et confortée dans ses représentations.

Le deuxième *a priori* très fréquent, et très profondément ancré, est qu'elles et ils ont absolument besoin d'aide. Se rendre sur place sans aider est presque vécu comme une agression à la morale. L'indignation de se trouver privé du « droit d'aider » dissimule mal les contours de l'image de soi-même que l'on aspire à construire.

Le risque réel des séjours d'immersion est que les stéréotypes soient d'autant plus renforcés que ces séjours ont, pour différentes raisons, le plus souvent lieu dans des environnements qui favorisent le contraste par rapport aux conditions de vie en Europe. C'est pourquoi, la découverte de réalités variées (milieux rural et urbain) et d'opinions diverses d'acteurs du pays visité permettront aux jeunes de nuancer leurs stéréotypes et préjugés et de prendre du recul face à des représentations cognitives plus ou moins radicalement distinctes des leurs.

ACCOMPAGNER : UNE RESPONSABILITÉ CONSIDÉRABLE

La personne qui accompagne le groupe doit mettre en place un dispositif permettant aux jeunes d'exprimer leur lecture de ce qu'ils expérimentent. Ceci favorise la prise de conscience (par toutes les parties) de leurs stéréotypes et de leur évolution. Ce travail se poursuit du reste après le retour.

La force de l'interculturel dépasse considérablement le niveau de l'anecdote, des accommodements techniques ou culturels qui ont été faits pour s'adapter au contexte climatique ou géographique. Ce qui compte, c'est la découverte d'un autre sens global de l'existence humaine et du monde qui nous entoure. Elle est indispensable pour que les jeunes puissent, par ricochet, interroger les fondements socio-anthropologiques de leur propre civilisation. Le fruit est là : tout à la fois dans la réappropriation, consciente, de ses propres fondements cognitifs et dans l'apparition de leur caractère relatif. C'est à ce prix qu'un-e jeune s'émancipe vraiment, conscient-e, critique. Libre.

L'expérience et la maturité des personnes qui accompagnent est à ce niveau cruciale pour emmener les jeunes vers des espaces dont elles et ils n'avaient pas conscience sans les perdre au milieu d'une phase de déconstruction.

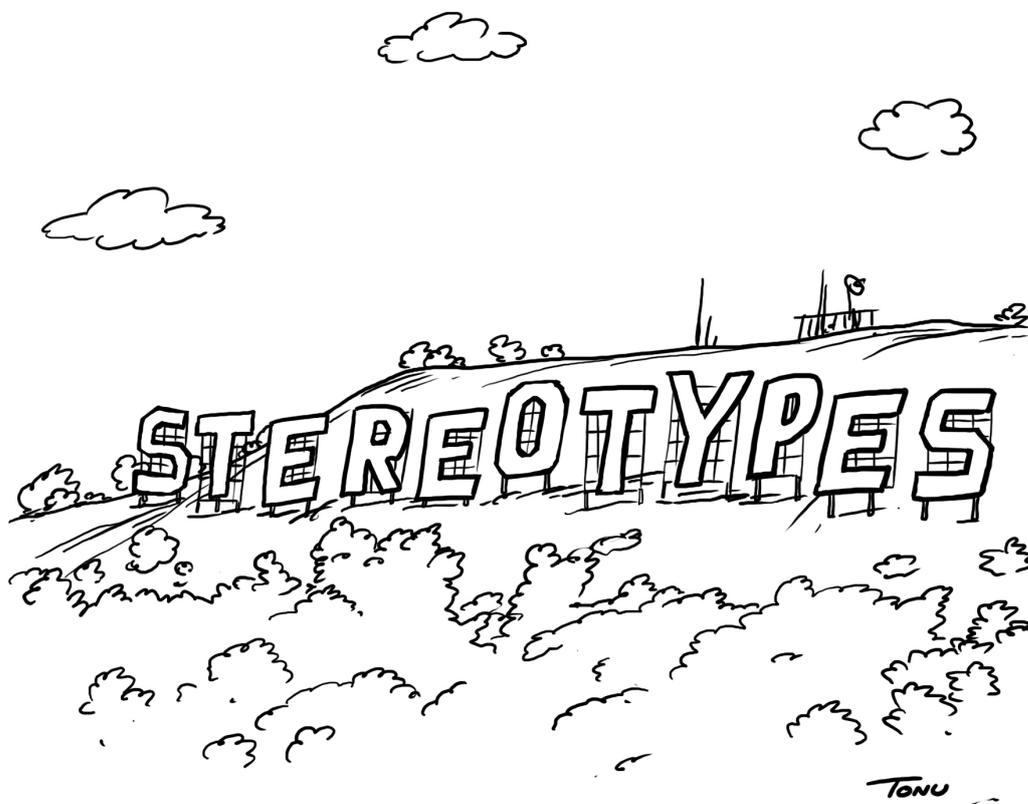
Le revers de la médaille de ce choix des organisations peut être, on l'a vu, de prêter le flanc à un renforcement des stéréotypes. C'est d'autant plus le cas que les séjours de relativement courte durée, n'autorisent pas la prise en considération de toute la complexité du pays – et que dire, alors, d'un continent ? – visité.

La tentation existe, pour certaines organisations, de « sur-réagir », c'est-à-dire de s'efforcer d'orienter une présentation de la réalité dans un sens opposé aux stéréotypes. La pratique, consciente ou non, consiste alors à ne parler du Sud qu'en termes élogieux et de vouer l'Occident aux pires gémonies. Il n'est pas sûr que cela soit de nature à favoriser un esprit réellement critique, mais, au moins, cela conforte ceux qui, à l'instar de Pascal Bruckner, pensent qu'il y a du travail pour mettre un terme au « Sanglot de l'homme blanc ».

APPRENDRE À... SE TAIRE

Certain-e-s jeunes s'imaginent pouvoir, en cours de séjour, troquer leurs stéréotypes par ce qui correspondrait à une « vérité » immanente. Espérant avoir accès, sur place, aux tréfonds de l'âme africaine (ou asiatique, ou latino-américaine) elles et ils sont, du reste, convaincus, à leur retour, qu'il en a été ainsi. Force est pourtant de reconnaître que l'on ne peut qu'effleurer une réalité infiniment complexe. Vivre quinze jours « comme eux » est un mirage car demeurera à jamais la différence que l'on est né ailleurs, que l'on a grandi ailleurs et... que l'on a, soi, un billet d'avion de retour.

Colette Braeckman, dans « Rwanda – Mille collines, mille douleurs »¹⁶, écrit : « J'ai vérifié la pertinence du vieil adage selon lequel après quinze jours dans un pays on écrit un livre, après quinze ans on n'écrit plus rien. Que dire alors après trois décennies ? » Le degré ultime de la sagesse après un séjour d'immersion, celle dont les organisations doivent accompagner l'avènement, serait probablement la conclusion socratique, la reconnaissance lucide que l'on ne sait rien...



¹⁶ BRAECKMAN Colette, Rwanda – Mille collines, mille douleurs, collection L'âme des peuples, éditions Nevicata, 2014, p. 9.

LE TÉMOIGNAGE, FAUT-IL CADRER OU LAISSER S'EXPRIMER LIBREMENT ?

Témoins au Sud des réalités du Nord une fois sur place et, à leur retour, témoins au Nord de réalités du Sud : quelle responsabilité portent les jeunes qui s'expriment ? Faut-il les accompagner à ce niveau ? Le témoignage peut-il être un outil efficace de sensibilisation ?

Avant, pendant et/ou après un séjour d'immersion, les participant-e-s sont régulièrement invité-e-s à témoigner de leur expérience mais également à partager leur lecture du monde, leurs questionnements, leur perception des réalités du Nord ou du Sud. Cela se fera naturellement au sein du groupe et auprès de son entourage mais cela peut aussi être organisé par le projet quand il s'agit de témoigner dans les médias, dans les écoles, auprès des autorités locales, du grand public.

LE TÉMOIGNAGE PEUT AVOIR PLUSIEURS FONCTIONS

1. **Le témoignage fait évoluer la réflexion des participants et fixe certains apprentissages.** En témoignant ou en partageant son expérience au sein du groupe ou auprès de son entourage proche, une personne marque un temps d'introspection. Elle hiérarchise les informations collectées, les structure, et fait émerger le sens et l'impact de l'expérience qu'elle est en train de vivre. Elle prend aussi conscience des réflexions et questionnements d'autres participant-e-s, ce qui peut l'amener à enrichir sa propre vision des choses.
2. **Le témoignage renforce la capacité des participant-e-s à exprimer une opinion ou défendre un point de vue.** Le témoignage, en particulier quand il a lieu devant des personnes extérieures, suppose un travail important dans le chef des participant-e-s : dépasser sa timidité, structurer sa pensée, oser affirmer ses idées, être capable de les argumenter et de les illustrer, autant de capacités qui peuvent s'acquérir ou se renforcer au fil du projet. Ainsi plus on aura pris l'habitude de témoigner et de partager ce qu'on vit pendant son expérience, plus on sera capable de le faire de façon structurée après le projet. Le témoignage participe ici à la construction de la confiance en soi.
3. **Le témoignage fait rayonner le projet vers l'extérieur.** Le témoignage des participant-e-s constituera bien souvent la première image que se feront du projet les personnes de leur entourage proche ou lointain. On fera également appel au témoignage des participant-e-s pour inviter d'autres personnes à tenter l'expérience.
4. **Le témoignage offre l'occasion aux organisations de comprendre ce que les jeunes retiennent de leur expérience par la façon dont ils la relatent.** Le témoignage met en évidence ce qui a été vécu et ressenti. C'est, en cela, un indicateur des acquis, de ce qui reste d'un processus éducatif. L'organisation peut ainsi examiner la concordance entre ce qui est relaté et ce qu'elle souhaitait faire émerger.
5. **Le témoignage contribue à façonner l'image d'un projet, d'un pays et de ses habitant-e-s.** Les jeunes se trouvent en position de relais. Par les photos qu'ils montrent, les impressions qu'ils livrent, les perceptions qu'ils transmettent, les participant-e-s influenceront les idées que d'autres se feront des réalités des pays du Sud, des attitudes des personnes rencontrées, de ce type de projet, etc.

Compte tenu de toutes ces fonctions du témoignage, il semble important d'encourager les participant-e-s à s'exprimer auprès de différents publics et sous différentes formes. En effet, en témoignant, elles et ils jouent le rôle de relais éducatifs, habilités à véhiculer une image constructive des personnes rencontrées, à lutter contre certains clichés, à valoriser des dynamiques citoyennes, etc.

SI L'ON ENCOURAGE LES JEUNES À TÉMOIGNER, FAUT-IL « CADRER » LEUR COMMUNICATION ?

Il ne serait pas souhaitable de contrôler les témoignages des jeunes et il serait du reste vain d'espérer le faire. Il est par contre important de les accompagner dans leur démarche et de les sensibiliser à leur responsabilité de « communicant ».

Cela peut se faire par une réflexion sur les objectifs visés par le témoignage et sur la meilleure façon de les atteindre. On peut ainsi encourager les jeunes à bien définir leur message et les exercer à l'exprimer. On peut également enrichir les témoignages en donnant un point de départ qui sera différencié pour chaque jeune.

On trouvera ci-dessous cinq exemples de portes d'entrée pour apprendre à structurer un témoignage.

- Apprendre à présenter le projet à quelqu'un d'extérieur en 5 minutes : sur quoi dois-je attirer l'attention ? quels sont les messages qui me semblent essentiels et prioritaires ?
- Parmi une liste de mots prédéfinis mais variés, demander aux participants d'en choisir un sur la base duquel ils écrivent un texte reflétant leur vécu et leur compréhension personnelle du projet.
- Lettre à soi-même : un outil pour relire son expérience, mesurer le chemin parcouru, évaluer ce qui a changé en lui, etc.
- Carnet de bord : exprimer par des mots, des textes, des dessins, des images les ressentis, découvertes et questionnements du groupe. Le carnet peut ensuite servir de support aux témoignages moyennant un travail de relecture (prise de recul et analyse).
- Écrire un article pour un blog ou pour envoyer des nouvelles en définissant quelques points clés devant être abordés.

Quand c'est possible, l'organisation veille à évaluer la prestation avec les jeunes. Il s'agit notamment de se poser la question de savoir si leur témoignage contribue à faire passer efficacement les messages qu'ils souhaitent promouvoir.

Il convient également d'attirer l'attention des participant-e-s sur le fait qu'être de retour de tel pays donne au témoignage qu'ils feront, à ce qu'ils diront des populations qui les ont accueilli-e-s, une valeur de « parole d'Évangile » : elles et ils y étaient, donc cela ne peut être que vrai ! D'où la nécessité d'approfondir et d'analyser tout ce qui a été vécu, ressenti au préalable. Cela peut se faire à l'occasion d'une journée ou d'un weekend organisé quelques semaines après le retour où chaque participant-e prend la parole pour exprimer, avec ses mots, son ressenti et ce qui l'a le plus marqué-e, tant positivement que négativement.

Cela est vrai pour les émotions « négatives » : attention à ne pas rester braqué sur des incompréhensions, des jugements trop simplistes ou globalisants. Il est nécessaire de passer du temps avec le groupe à réfléchir sur les sentiments de malaise qui peuvent être ressentis, à se demander pourquoi de telles réactions, pourquoi les gens que l'on a rencontrés agissent de cette façon.¹⁷

Mais c'est vrai également pour les émotions « positives » : un-e participant-e peut avoir tendance à idéaliser les réalités rencontrées et à diaboliser sa propre société. Il est nécessaire de l'amener à prendre du recul et faire la part des choses pour éviter de véhiculer un message axé sur la culpabilité ou le rejet de sa propre société.

17 Fiche pédagogique "Trier les braises, visa pour le voyage", in : http://ccfd-teresolidaire.org/IMG/pdf/visa_cahier5_f3.pdf

Dans le cadre de l'opération Move with Africa, les journalistes de « La Libre Belgique » ont eu l'occasion d'accompagner les jeunes en séjour d'immersion, de partager avec eux, en tout en en partie, leur expérience. Nous avons eu l'occasion de les observer, de les questionner, de les entendre raconter, de les lire. Le témoignage en temps réel, à chaud, n'est pas toujours simple. Il est alors souvent question de relater un ressenti, des émotions. Ce sont celles-là, certainement, qui mèneront ensuite les jeunes à réfléchir sur le fonds, sur ce qui a suscité chez eux ces sentiments, ce rapport à un réel particulier, nouveau.

Pour certains jeunes, le témoignage a été une étape à part entière du projet d'immersion. Il a été vu comme une manière de prendre du recul et dès lors de mieux comprendre leur propre expérience.

Le témoignage est non seulement bénéfique pour celui qui le livre, mais aussi pour celui qui l'écoute... et peut-être l'entend(ra).

Les jeunes ont été, dans notre cas, un moteur pour faire grandir et étendre le projet. Ils ont permis, par leurs témoignages, de mettre en lumière certaines réalités ; ils ont permis à d'autres jeunes de s'intéresser aux thématiques abordées. Ils ont suscité chez eux le goût de l'autre et de l'ailleurs. Le témoignage est à l'origine de l'essaimage des connaissances. L'apprentissage par les pairs a d'ailleurs fait ses preuves à maintes reprises. La responsabilité des jeunes est en ce sens immense.

Les expériences ont toutes le droit de cité. Elles sont aussi diverses que ceux qui les vivent. Cela étant dit, il me semble que l'accompagnement dans la réflexion, avant de partager un ressenti, est primordial.

*Valentine Van Vyve, journaliste, responsable du projet Move with Africa
au sein de « La Libre Belgique » (2011-2016).*

RÉCOLTER L'ARGENT DU VOYAGE

Les séjours d'immersion ont un coût, qui varie en fonction de la destination et de la durée du voyage. Le billet d'avion pèse sur le budget qui reste important. Il peut constituer un frein, voire une contrainte pour certain-e-s jeunes. Cet effet répulsif peut s'accroître si, comme c'est le cas dans certains projets, une récolte de fonds est organisée au profit de l'ONG, de ses partenaires ou de ses projets au Sud. L'obstacle est-il infranchissable ?

UN COÛT POURTANT INFÉRIEUR AU COÛT RÉEL

Il importe de relativiser le coût d'un séjour d'immersion. En effet, dans le cadre de séjours encadrés par une ONG ou une organisation de jeunesse, les participant-e-s n'interviennent que pour les coûts directs liés à « leur » voyage (avion, logement, nourriture, déplacements, visas, frais médicaux, assurances, etc.). Le temps consacré – de façon professionnelle – à la préparation et à l'encadrement du séjour et aux formations préparatoires sont des dépenses qui ne sont généralement pas facturées car elles bénéficient dans certains cas d'un appui financier de la part de certains bailleurs publics (Fédération Wallonie-Bruxelles, DGD, etc.).

En outre, la finalité « sociale » de ces organisations les encourage à rechercher la formule la plus abordable possible.

Il n'en demeure pas moins vrai que le coût à charge des participant-e-s implique pour de procéder à des choix, parfois difficiles sans encore connaître exactement le « produit » qui leur sera « livré ». Il importe donc qu'une communication sur l'attrait d'une telle expérience aide les indécis-es à franchir le pas.

ÉVITER QUE LE COÛT ÉLOIGNE CERTAIN-E-S JEUNES

Les jeunes constituent une population diversifiée. Tous ne disposent pas du même soutien de familles aux fortunes diverses. Accompagner les jeunes dans la recherche des fonds pour financer leur séjour peut, à première vue, sembler éloigné des préoccupations des organisations, mais leur importe si elles veulent favoriser la constitution de groupes socialement hétérogènes.

Les organisations attentives à ces questions privilégieront les destinations accessibles et les formules qui présentent le meilleur rapport qualité (en ce compris la sécurité) /prix.

Outre cela, quelques attentions peuvent, sinon diminuer le coût du séjour, soulager un peu certain-e-s participant-e-s : s'y prendre longtemps à l'avance pour laisser à chacun le temps de récolter les fonds nécessaires, communiquer clairement le coût attendu du séjour (en distinguant le coût réel et ce qui se trouve à la charge des participant-e-s), prévoir un calendrier raisonnable pour les versements.

RÉCOLTER DES FONDS

Les jeunes peuvent, à titre individuel ou collectif, récolter des fonds pour financer le séjour. Certaines formules « institutionnelles » existent, telles que l'octroi de bourses ou de subventions communales ou provinciales. Certaines organisations de services (Rotary, Lion's, Soroptimist, Fifty One, etc.) peuvent également soutenir ce type d'expérience quand il correspond à leurs priorités.

L'organisation doit veiller à plus d'un égard à ce que cette récolte de fonds respecte un certain nombre de principes éthiques. Son image peut en effet se trouver entachée par une communication inappropriée, mais, plus encore, celle-ci peut être en porte-à-faux avec les principes fondateurs du projet. C'est par exemple souvent à cette occasion, alors que la tentation de « l'argent facile » se fait ressentir, que les jeunes mobilisent le registre du séjour « humanitaire » qui va « sauver l'Afrique ».

Veiller au respect de ces balises ne peut bien sûr pas s'opérer dans une démarche de contrôle.

La prévention est clairement la seule solution possible ; elle ne peut pas être négligée.

RÉCOLTER DES FONDS POUR LE SUD

Si récolte de fonds en faveur des partenaires ou des projets de terrain il y a, comment l'appréhender ?

L'ECMS vise l'engagement de jeunes pour un monde plus juste. Cela peut se concrétiser par des attitudes et des comportements (de consommation, d'épargne, professionnels et politiques) plus soucieux de leurs effets, dans un monde interdépendant, sur toute la population de la planète. Cela peut aussi passer par la participation à l'action collective incarnée par une ONG de coopération au développement. Celle-ci peut donc proposer la récolte de fonds à son profit comme une manifestation – parmi d'autres – du changement opéré par son action éducative.

Cette récolte de fonds peut bien sûr se faire au bénéfice de n'importe quelle ONG de qualité, mais il est naturel d'imaginer que si un jeune a eu l'occasion de se familiariser, sur le terrain, au travail d'une organisation, il se sentira plus armé pour solliciter des fonds destinés à celle-ci.

Si la récolte de fonds au profit de l'organisation ne peut donc être exclue d'une démarche d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, elle doit logiquement n'être qu'une des composantes éventuelles du projet et non pas l'objectif prioritaire et être laissée à la libre appréciation des participant-e-s.

Sans cela, cette récolte de fonds pourrait être suspecte d'instrumentalisation de la démarche d'ECMS au bénéfice d'autres objectifs de l'organisation.

La pratique de cette récolte de fonds mérite d'être encadrée afin d'éviter que les jeunes, se conformant à l'image que certaines organisations véhiculent de cet exercice, ne se rendent complice d'une communication régressive sur le Sud. Il s'agira notamment d'être attentif à fixer certains garde-fous. La liste qui suit en propose des exemples.

- S'y prendre à temps pour éviter que cela ne se fasse au détriment de la formation.
- Clairement différencier l'argent qui sert à financer le voyage de celui qui sert à financer les projets. Chaque personne qui donne doit savoir pourquoi elle donne.
- Donner aux jeunes les informations et supports de communication nécessaires afin qu'elles et ils puissent bien communiquer sur les projets.
- Sensibiliser les jeunes à l'image renvoyée par leur message et leur témoignage. Il importe de s'approprier le message, mais en évitant de le simplifier ou de le transformer.
- Organiser une visite des projets financés, une rencontre des bénéficiaires, etc.
- Demander aux jeunes de rendre compte et de remercier leurs parrains après le retour.

La récolte de fonds peut donc avoir une portée éducative à condition qu'elle soit pensée comme un des maillons du processus éducatif qui permet aux jeunes de se mobiliser de façon concrète, sur la base de ce qu'elles et ils vont voir/ont vu, pour apporter leur contribution aux partenaires et populations rencontrées.

Cet engagement qui fait appel à leur créativité, à leur initiative, qui mobilise leur temps et leur énergie est un signe visible, aux yeux du grand public, de leur envie de participer au financement d'actions solidaires en faveur des populations vulnérables. Elle manifeste publiquement leur engagement en faveur d'un monde plus juste et a, à cet égard, valeur d'exemple de proximité permettant de toucher autrement un public très nombreux.

La participation à un tel projet représente un coût important. Mon budget de mère célibataire ne me permettait pas une telle dépense, surtout que mon ex-mari n'était pas favorable au projet et n'entendait pas participer à son financement. L'école a bien cherché à mobiliser les jeunes pour qu'ils gagnent de l'argent, mais, en fin de compte, un souper africain, c'est quand même moi qui suis allée et ai payé la part de toute la famille. Ce qu'on ne me prend pas dans une poche, on est un peu venu le prendre dans l'autre.

Personnellement, j'ai dit à ma fille qu'elle devrait gagner elle-même la moitié de l'argent qu'on nous demanderait. Évidemment, plus les profs se mobilisaient pour organiser de la récolte de fonds, moins nous devions mettre, mais il restait quand même 400 €. Pour moi, c'est une somme. Alors, elle devait trouver 200 € et moi, je mettais aussi 200 € de mon côté.

Je vous dis franchement que moi, avec mon budget, cela n'a pas été facile. Je devais rogner sur d'autres dépenses familiales. Mais est-ce à mes autres enfants de trinquer pour leur sœur ? Pas facile.

Et puis, ma fille, elle avait gagné 150 €. Il en manquait 50 qu'elle a empruntés à sa grand-mère paternelle. Mais, après le voyage, elle était moins motivée pour gagner l'argent. Je ne pense pas qu'elle a jamais remboursé sa dette...

Anne, parent d'une élève parti avec *Move with Africa*

Je me suis dit « ouhlala », c'est quand même cher. En faisant des babysitting et tout ça, elle ne va peut-être pas y arriver, mais je m'étais dit dans ma tête, « si elle n'y arrive pas, on va lui donner un petit coup de main ». Et puis finalement, si on met tout dans tout, avec quelques petits sacrifices, elle y est arrivée et j'étais très fière d'elle. Elle était vraiment très motivée alors j'ai trouvé que l'argent ne devait pas être un frein et puis quand on voit comment elle rentre, avec l'ouverture qu'elle a eue et tout ce qu'elle a appris, ça valait la peine. C'est comme investir dans l'éducation, moi je trouve que c'est une leçon de vie donc pas de regrets !

Didier, parent d'une jeune partie avec *DBA*.

SE FAIRE ACCOMPAGNER, ENCADRER OU PAS ?

Il est théoriquement possible, pour un groupe de jeunes, de mener un séjour d'immersion en toute autonomie. On identifie un guide local et vogue la galère ! Un encadrement ou un accompagnement est-il vraiment nécessaire ? Apporte-t-il une plus-value au projet ?

Les termes d'encadrement et d'accompagnement ne sont pas des synonymes. Le premier évoque la contrainte, la fixation de balises. Le second participe davantage à une logique dans laquelle on se joint à une personne tantôt pour la suivre, tantôt pour la guider.

Les deux entendements correspondent donc à des questions distinctes, qui méritent l'une et l'autre d'être posées.

FAUT-IL ENCADRER LES JEUNES ?

L'encadrement des jeunes est nécessaire. Des balises doivent être posées, voire imposées.

Les jeunes vont séjourner dans un espace géographique et culturel inconnu. Leur conscience exacte de tous les dangers est insuffisante et il importe de les protéger contre ceux-ci.

On pourrait certes envisager la posture éducative libérale selon laquelle on n'apprend jamais aussi bien qu'en faisant des erreurs. Il n'empêche que l'apprentissage de la diarrhée consécutive à l'ingestion de tout ce qui traîne privera les jeunes de nombreux autres apprentissages, probablement plus enrichissants.

Il ne faut pas sous-estimer la complexité de l'organisation de ces voyages, en particulier quand l'immersion a lieu dans des pays ou des régions peu voire pas touristiques. Il faut protéger les jeunes en indiquant clairement, justifications à l'appui, ce qui peut se faire et ce qui est prohibé. Les conséquences d'une infraction d'une personne peuvent en outre avoir des répercussions néfastes sur tous les autres membres du groupe.

Enfin, certains comportements doivent être balisés non parce qu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la santé, à la sécurité, à la cohésion du groupe ou au projet lui-même, mais parce qu'ils peuvent porter préjudice à la population locale et/ou aux partenaires locaux. Travailler en partenariat avec une organisation ou les populations au Sud afin que chaque partie en ressorte grandie, ne s'improvise pas. Cela demande du temps et de l'expérience.

Ces conséquences fâcheuses justifient que s'exerce, avec douceur, mais fermeté, une autorité bienveillante s'inscrivant en permanence dans une démarche éducative.

FAUT-IL ACCOMPAGNER LES JEUNES ?

Un véritable accompagnement des jeunes est utile, assurément.

L'objectif d'ECMS doit être poursuivi tout au long du processus. Cela nécessite l'exercice permanent d'une compétence pédagogique spécifique.

Plusieurs types d'accompagnements sont envisageables, en fonction du profil des participants et du contexte dans lequel s'inscrit le projet, mais tous requièrent la présence d'au moins une personne qualifiée.

Cette personne peut être issue d'une organisation non gouvernementale ou d'une organisation de jeunesse ayant acquis une solide expérience en matière d'ECMS et de partenariat Nord/Sud. Il peut

aussi s'agir d'enseignant-e-s, d'éducatrices ou éducateurs ou de responsables de groupe qui ont accumulé une expérience significative en la matière.

Il arrive que d'ancien-ne-s participant-e-s souhaitent transmettre à d'autres ce qu'ils ont vécu en endossant le rôle d'animatrices ou animateurs relais au sein d'une organisation. Un pari risqué mais qui peut se révéler porteur à condition que l'organisation veille à ce que ces bénévoles/volontaires/stagiaires soient formés et puissent acquérir les compétences pédagogiques nécessaires afin de rencontrer les exigences du projet. Elle sera également attentive à leurs attribuer des responsabilités adaptées à leur maturité et à leur expérience. Pour ces ancien-ne-s participant-e-s, cela représente une opportunité de donner suite à leur expérience d'immersion et de s'engager à leur tour comme actrices et acteurs de sensibilisation auprès d'autres jeunes;

QUEL PROFIL POUR ACCOMPAGNER ?

Accompagner un groupe dans un voyage d'immersion au Sud ne s'improvise pas.

En grossissant le trait d'une difficile différenciation, on dira qu'il faut faire preuve de qualités d'éducation et d'animation.

Les qualités éducatives permettent de conserver le cap de la pédagogie. Cela requiert des connaissances relatives au pays de séjour, aux relations Nord-Sud, différentes aptitudes et compétences pédagogiques qui touchent à la gestion de groupe, à la communication interculturelle, et aux techniques qui favorisent le développement et la fixation des acquis.

Les qualités d'animation permettent de conserver le cap du sens, de la signification du projet. Elles offrent aux jeunes la rencontre d'une personne (soi) qui croit intimement à la nécessité de l'engagement et qui le manifeste personnellement. Outre le nécessaire « feu sacré », il lui faut présenter certaines qualités affectives et comportementales qui découlent de sa personnalité et de son expérience. Cette personne pourra être formée afin d'acquérir progressivement ces compétences.

Quel âge faut-il avoir pour accompagner un groupe ? On peut penser que des adultes disposent de compétences pédagogiques plus affirmées et de plus de maturité pour conserver le cap des objectifs, tandis que des jeunes pourraient avoir l'avantage d'être plus proches de leurs publics et de communiquer avec le même langage. Et si ce n'était pas une question d'âge, mais bien une question d'expérience et de formation ? Il revient à chaque organisation de faire les choix qui lui sembleront les plus à même d'atteindre ses objectifs, d'opérer un dosage subtil entre compétences en ECMS (laquelle n'est pas réservée aux adultes) et une certaine capacité à être en phase avec son public (laquelle n'est pas non plus réservée aux jeunes).

CONNAISSANCES, SAVOIRS	<ul style="list-style-type: none"> • Les objectifs de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. • Les techniques pédagogiques pertinentes. • Le public cible des jeunes (caractéristiques, sensibilités, phénomènes de groupe). • Thématiques et contenus traités en éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. • Le contexte économique, politique, social et culturel du pays d'immersion. • Les personnes avec lesquelles le groupe interagira au Sud (vision et mission, historique, gouvernance, fonctionnement interne, actions développées, publics cibles, résultats atteints, etc.).
COMPÉTENCES, SAVOIR-FAIRE	<ul style="list-style-type: none"> • Gérer les relations interculturelles. • Gérer une animation (temps, méthodes, etc.). • Connaître et savoir mobiliser différentes méthodes pédagogiques, techniques et outils d'animation favorisant la participation et l'interactivité. • Analyser et comprendre le groupe et sa dynamique (sensibilités individuelles et collectives, phénomènes de groupe, etc.). • Mettre en œuvre une écoute active. • S'exprimer et communiquer devant un groupe. • Adapter ses approches aux besoins, rythmes et potentiels du groupe. • Négocier et gérer les conflits. • Susciter et faciliter la réflexion au sein d'un groupe (susciter les interactions, provoquer le débat, faire émerger une réflexion ouverte sans imposer de contenu, utiliser la technique de la maïeutique, etc.). • Être capable d'anticiper l'évolution du groupe, l'atteinte des objectifs.
ATTITUDES ET COMPORTEMENTS, SAVOIR-ÊTRE	<ul style="list-style-type: none"> • Être motivé et motivant-e. • Être disponible. • Être ouvert au changement et à l'innovation. • Avoir confiance en soi et s'affirmer. • Être capable de remise en question. • Esprit d'initiatives.

QUELLE POSTURE ADOPTER ?

La personne qui accompagne doit faciliter le contact optimal entre chaque jeune et la réalité à laquelle elle ou il se trouve confronté-e et qui doit le faire réfléchir, grandir. Elle permet au groupe de s'approprier son voyage, alimente sa motivation, favorise la prise de recul, de distance avec ce qui se vit ; elle donne du sens et encourage chacun-e à se projeter dans des choix futurs.

Les balises suivantes peuvent guider l'accompagnatrice ou l'accompagnateur :

- donner confiance et faire confiance aux jeunes ;
- consacrer du temps à créer un climat positif et une bonne cohésion au sein du groupe ;
- avoir un regard bienveillant, ne pas culpabiliser ou critiquer le groupe s'il n'avance pas aussi vite que souhaité ;
- positiver même dans les situations difficiles, apaiser les tensions ;
- repartir de ce que les jeunes connaissent ;
- susciter leur curiosité et leur envie d'apprendre ;
- varier les outils d'apprentissage ;
- responsabiliser afin de rendre les jeunes acteurs du projet ;
- transmettre un enthousiasme et une envie d'engagement, manifester son propre engagement ;
- donner aux jeunes la perspective d'une suite possible au retour, communiquer des pistes d'engagement.

« À la différence des expériences au Sud non encadrées par l'éducation au développement qui, (...), permettaient aux citoyens de constater les inégalités tout en leur donnant envie de les comprendre et d'agir, les séjours d'immersion apporteraient aux participants une structuration de la prise de conscience du monde qui les entoure ainsi que des pistes d'engagement (principalement dans la sensibilisation d'autrui).

L'encadrement de l'expérience par l'éducation au développement présente alors ici un avantage considérable. En effet, d'un côté, les difficultés ressenties par rapport au choc culturel sont, dans le cadre d'un séjour encadré, discutées et débattues avant, pendant et après le séjour. Le citoyen n'est dès lors pas seul face à ses réflexions et difficultés de compréhension de l'autre culture. D'un autre côté, la configuration même du séjour permettrait au citoyen d'aller à la rencontre des populations locales. Dans les autres types d'expériences, cette rencontre demanderait plus d'effort et d'investissement de la part du citoyen ».

Extraits de l'étude collective d'impact : « Le rôle de l'éducation au développement dans les parcours de vie de citoyens engagés dans des actions solidaires », ACODEV, p. 47, septembre 2014.

MESURER L'IMPACT : PASSAGE À L'ACTE

Nasreddin-le-sage était occupé, la nuit, à scruter le sol sous un réverbère. Surgit un voisin qui lui demande ce qu'il fait. « Je cherche la pièce d'or que j'ai perdue. » « Je vais t'aider. » Surgit un deuxième voisin qui interroge également Nasreddin. Même réponse et même conséquence. Ils sont bientôt une demi-douzaine à s'user les yeux sur chaque pavé de la place. Après une heure, on demande à Nasreddin « Es-tu sûr que c'est bien ici que tu l'as perdue, ta pièce ? » « Non. C'est beaucoup plus loin par-là, mais je cherche ici parce qu'avec le réverbère, c'est beaucoup plus facile ! »

Il arrive que la logique d'un outil finisse par supplanter la raison pour laquelle il a été créé. Démontrer l'effet de ses activités, en mesurer l'impact est une exigence qui s'est à ce point développée dans certains secteurs qu'ils finissent par orienter les choix stratégiques non vers les interventions qui ont le plus de valeur ajoutée, mais vers celles dont les résultats sont les plus mesurables.

Cette tendance s'observe notamment dans de nombreux établissements scolaires. On y insiste davantage sur l'apprentissage de savoirs – plus mesurables par le moyen de tests et permettant ainsi plus aisément les comparaisons – que de savoir-faire et de savoir-être.

Identifier le risque d'assujettissement d'un projet à la nécessité d'en mesurer les effets, si important soit-elle, n'occulte en rien l'intérêt de pouvoir mettre en lumière les changements que provoque un séjour d'immersion.

On peut à cet égard distinguer trois types d'effets :

- les effets directs, sur le public explicitement visé que sont les jeunes belges¹⁸ participant au séjour ;
- les effets indirects, sur l'entourage des jeunes participant au séjour (parents, famille, ami-e-s, autres élèves de l'école, etc.) ;
- les effets collatéraux, sur la population du Sud.

La mesure rigoureuse de ces effets présente un défi méthodologique considérable.

Premièrement, se pose la question de la durabilité des effets. Cette durabilité doit être considérée non comme la date de péremption d'un acquis du séjour d'immersion, mais comme la reconnaissance du fait que le séjour d'immersion ne produit ses effets que dans la durée. Il serait comme une graine qui, au cours des années ultérieures, pousse et produit des fruits spécifiques à chacun-e. De nombreux témoignages d'ancien-ne-s participant-e-s soulignent que le véritable apport de leur expérience ne se révèle que progressivement, de façon imprécise mais puissante.

Deuxièmement, se pose la question de la nature de ces effets. On peut, à court terme, relever l'acquisition de connaissances liées à ce qu'un-e jeune a vu, entendu, découvert. Celles-ci peuvent s'estomper graduellement à mesure que les souvenirs se dissipent pour faire apparaître un effet que les ancien-ne-s participant-e-s jugent plus essentiel, qui a couvé comme un feu de braises et qui peut se manifester longtemps après le séjour d'immersion. Elles et ils éprouvent des difficultés à le discerner et à en préciser les contours, le situant dans le champ des valeurs et y trouvant l'appui requis pour s'extraire d'un mode de vie conventionnel et consumériste au profit d'une existence qui les connecte davantage à l'essentiel. S'exprime avec assertivité un ressenti souvent aussi confus que déterminé qui échappe d'autant plus aux filets des questionnaires classiques que les sujets n'en ont pas toujours conscience.

Troisièmement, se posent les questions de la corrélation et de l'attribution. Pour établir celles-ci, il conviendrait théoriquement d'isoler des sujets en tous points identiques et que certain-e-s participant à un séjour d'immersion alors que les autres s'en trouvent privé-e-s. Les jeunes ne sont toute-

¹⁸ On ne fait pas ici de la nationalité le critère déterminant. Il s'agit des jeunes qui résident au Nord et qui sont la cible explicite de la démarche d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

fois pas des carrés de culture auxquels on prodigue des soins identiques à une variable près et dont on mesure les rendements. Tou-te-s les jeunes sont l'objet d'un nombre considérable d'influences qui interagissent et il est hasardeux d'attribuer une évolution observée à un fait précis – fut-il aussi marquant qu'un tel séjour.

Quatrièmement se pose la question du sens de la causalité. Observer après coup une corrélation positive entre la participation à un séjour d'immersion et l'engagement pour la justice globale ne signifie pas que c'est le voyage qui a induit cette différence. Est-ce l'expérience dans le Sud qui a rendu un-e jeune plus engagé-e ou sont-ce les jeunes *a priori* plus susceptibles de s'engager ultérieurement qui sont les plus attiré-e-s par ce type d'expérience – ou que les organisations retiennent le plus dans leur processus de sélection ?

Les approches purement quantitatives, si elles apportent la rigueur qui fait trop souvent défaut à des démarches laissant la porte trop ouverte à la subjectivité de la personne qui évalue, sont confrontées à leurs limites tandis que les méthodes qualitatives sont plus difficiles à maîtriser et consomment énormément de temps pour en traiter et analyser les résultats.

Les organisations ne peuvent se satisfaire d'un constat d'impuissance devant une tâche aussi complexe. Elles doivent s'engager et si nécessaire unir leurs efforts afin d'évaluer l'impact des séjours d'immersion. Elles devront toutefois être également attentives à intégrer dans leur démarche certains points d'attention spécifiques aux séjours tels que :

- la manière dont les effets se manifestent à court, moyen et long terme ;
- les effets indirects – tant sur l'entourage des jeunes, afin d'identifier d'éventuels effets multiplicateurs, que sur le Sud – ;
- les effets conscients et non-conscients ainsi que les effets voulus et non voulus (que ceux-ci soient positifs ou non).

Ce travail d'évaluation devrait idéalement faire référence à des éléments concrets des séjours d'immersion (et de leur préparation). En effet, une démarche d'évaluation des effets trouve son importance dans la justification de l'utilisation des ressources qui y sont consacrées, mais elle est également – et surtout – cruciale dans une démarche permanente d'amélioration de la qualité du dispositif offert aux jeunes.

Des études existent

Nonobstant les difficultés inhérentes à cet exercice, plusieurs recherches en la matière ont été confiées à des évaluateurs externes et indépendants.

En 2015, l'Université de Liège procédait à une évaluation de l'expérience du programme *Move with Africa*. Elle mettait en évidence la valeur ajoutée de ces séjours d'immersion dans la démarche d'engagement des jeunes.

La même année, DBA, Quinoa et SCI commanditaient une étude sur le rôle des partenaires du Sud comme acteurs éducatifs dans les processus d'immersion. L'évaluation confirme les effets du dispositif éducatif auprès des participant-e-s en termes d'apprentissages (savoirs, savoir-faire et savoir-être) et du rôle (direct et indirect) des partenaires Sud dans ces apprentissages. Des plus-values pour les partenaires du Sud et pour les protagonistes locaux de l'immersion (groupements de femmes, de jeunes, etc.) sont également identifiées.

ÉDUCATION OU BUSINESS ?

« Ce séjour en Inde, à soigner des lépreux, m'a beaucoup enrichie. J'ai pu opérer comme un médecin. C'était une superbe opportunité pour moi, après ma première année d'études en médecine, de confirmer que c'est vraiment ma vocation. Et, en plus, j'ai fait le bien, j'ai sauvé des gens ! » « J'ai donné des cours d'anglais à l'université de Caracas. Je n'ai pas de formation particulière pour ça, mais j'ai tout de même étudié cette langue pendant six ans lors de mes études secondaires en Suisse. Pour eux, c'était bien. Et pour moi aussi ; c'était une belle expérience que je pourrai valoriser après mes études, en cherchant un emploi. » Ces témoignages sont légion sur Internet. Ils émanent généralement de jeunes, préoccupé-e-s par la misère du monde, qui décident de concilier voyage et bénévolat. C'est un business qui marche. Est-ce un problème ?

Force est de constater que se développe en effet un marché économique rentable, parfois appelé « volontourisme », parfois « tourisme humanitaire » qui s'efforce de proposer une offre attractive conciliant loisir et aide caritative. Certains opérateurs sont probablement mus par une intention éducative, d'autres par une intention humanitaire, d'autres encore par la perspective d'une belle rentabilité. Sans juger ces intentions, il est permis de s'interroger sur les résultats de ces pratiques et sur leurs effets collatéraux.

Nous n'habitons pas un monde manichéen où les choses seraient totalement bonnes ou foncièrement mauvaises. Toutes les pratiques présentent des avantages et des inconvénients. Il peut être utile d'en dresser le tableau, avec la circonspection qui s'impose, les cas de figure pouvant varier selon les formules.

Plusieurs critères peuvent en outre être mobilisés pour évaluer un projet.

LES RETOMBÉES FINANCIÈRES

Les jeunes paient pour participer à de tels séjours. Qu'advient-il de cet argent ? À qui profite-t-il ?

Quelle que soit la formule (de séjour, une possibilité alternative restant de ne pas partir et de consacrer le montant correspondant au financement de projets au bénéfice de la population), la part principale du budget est dévolue au billet d'avion. Hormis les taxes d'aéroport qui financeront des services publics, la retombée pour la population locale en est extrêmement faible.

On peut distinguer deux catégories d'opérateurs qui proposent des séjours prétendument humanitaires aux jeunes : les organisations lucratives et celles qui, de bonne foi, pensent que la population locale a tout à y gagner. Il ne peut être ici question de les juger sur ce critère. Entreprendre pour créer de la valeur, vendre un service n'est, sur le principe, *a priori* pas immoral.

Il faut ensuite distinguer entre opérateurs à but lucratif. En effet, le bénéfice qu'ils réalisent en vendant de tels séjours ne profite pas pareillement à un pays selon qu'il s'agisse d'une personne (physique ou morale) européenne ou sénégalaise. La marge d'un-e Belge ne profite pas aux Sénégalais autant que la marge que s'attribue une entreprise sénégalaise. Cette dernière ne connaît probablement pas les conditions de vie les plus précaires, surtout si son affaire est florissante, mais on ne peut exclure que sa richesse, par un effet de percolation (mis en doute par certains analystes), crée de l'activité économique qui rapporte à de plus pauvres.

L'association qui, de bonne foi, pense que la population locale a tout à gagner ne s'inscrit pas dans une logique de profit et, si elle en réalise, peut se trouver encline à le ristourner, sous une forme ou une autre, aux bénéficiaires.

Une question importante est celle de la part du prix du séjour, une fois retranchés l'achat du billet d'avion et l'éventuelle rétribution de l'opérateur, qui bénéficie aux populations locales.

Tout ce qui brille n'est pas or. Dans quelle mesure l'hébergement, la nourriture et le transport font-ils vivre l'économie locale ? Se nourrit-on de pâtes importées ou de la production des agriculteurs locaux ?

LES EFFETS SUR LES (DÉS)ÉQUILIBRES LOCAUX

Faire irruption dans un village, dans une société organisée, n'est pas neutre. Cela change les lignes. Les personnes qui y détiennent l'autorité (au moins morale) peuvent en perdre une part si le processus « humanitaire » n'est pas suffisamment préparé et accompagné. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose, mais ce n'en est pas forcément une bonne non plus.

La personne qui aura « ramené » les Européen-ne-s pourra en tirer gloire et pouvoir. Des villageois-es plus charismatiques que d'autres peuvent nouer des relations durables avec des jeunes. Présentées comme amicales, elles peuvent s'avérer relativement lucratives à moyen ou long terme.

« Vous, les Blancs, disait un jour un Burkinabè, c'est assez simple, en somme. Vous êtes riches, naïfs, pressés et dotés d'une très importante tendance à culpabiliser. C'est un jeu d'enfant, pour nous, de bâtir là-dessus une relation qui rapporte. Il suffit de vous mettre dans les bonnes conditions et c'est le jackpot ! »

Tou-te-s ne sont pas à ce point intéressé-e-s, mais on aurait tort de critiquer ceux qui le sont : ne cherchent-ils pas, avec les moyens dont ils disposent, de s'assurer les ressources nécessaires à vivre dignement, ou mieux qu'avant ?

Toujours est-il que des villages peuvent se trouver tentés d'investir considérablement dans ce tourisme prétendument humanitaire, s'assurant que les touristes suivants ne manquent pas d'ouvrage. Il s'est vu des arbres déracinés sitôt les jeunes partis, des enfants des environs recrutés quelques semaines pour faire de la figuration dans un prétendu orphelinat. L'argent « facile » peut induire des comportements absurdes si l'on se place du point de vue du bien-être général, mais rationnels selon leurs auteurs.

En outre, il s'est vu aussi des villageois abandonner leurs activités traditionnelles en vue de se consacrer entièrement à ce « tourisme humanitaire », plus rémunérateur. Le risque existe de se trouver bien embarrassé si l'opérateur étranger décide de changer de destination (notamment en raison de troubles politiques). Ce modèle de développement ne peut suffire à atteindre une autonomie durable.

Ce type d'activité peut enfin aussi être nuisible en termes d'emploi. Les jeunes participant-e-s, en occupant, fut-ce provisoirement, des postes pour lesquels ils ne sont pas correctement formés, concurrencent le personnel local qui, lui, dispose des compétences requises. Dans des pays touchés par le chômage, cela peut faire du dégât.

Ces questions complexes ne se traitent pas à la légère. Il importe réellement de considérer tous les tenants et aboutissants d'une réalité délicate aux équilibres subtils. Agir ne s'improvise pas ; c'est un métier.

LES EFFETS SUR LES CONSCIENCES DES JEUNES

Les jeunes auquel-le-s on fait croire qu'elles ou ils auront une action humanitaire déterminante sont quadruplement trompés.

Premièrement, on est trompé-e – et on trompe son entourage – en pensant, de bonne foi, que son action est utile et déterminante. L'image qu'on rêve de donner de soi-même aveugle, au point de finir par croire qu'on a réellement aidé des personnes dans le besoin. Il en résulte une communication en ce sens et une mise en scène gratifiante de soi sur les réseaux sociaux, qui induira des phénomènes d'imitation. Tous les ingrédients d'une contamination se trouvent réunis.

Deuxièmement, on est trompé-e – et on trompe son entourage – en diffusant de l'action humanitaire et/ou de développement, une image tronquée. Aider serait affaire accessible à n'importe qui. La réalité est infiniment plus complexe que cela.

Troisièmement, on est trompé-e – et on trompe son entourage – en construisant des représentations cognitives inappropriées sur les populations locales. Renforcé-e dans leur vision d'un Sud définitivement incompetent, incapable de s'occuper valablement de ses enfants, de repeindre les murs de ses écoles ou de replanter des arbres, on entrera en relation avec les populations locales avec des lunettes déformantes. En cours de séjour, on détectera, dans la réalité à laquelle on est confronté, les éléments qui conforteront son stéréotype. On continuera, ultérieurement, à véhiculer une image périmée (pour peu qu'elle fut jamais pertinente) des populations du Sud.

Quatrièmement, on est trompé-e – et on trompe son entourage – sur des questions essentielles telles que la valeur des êtres humains. Pourquoi peut-on, dans le Sud, poser sur les gens des actes (de santé ou éducatifs, par exemple) qu'on ne peut poser sur des personnes du Nord ? Pourquoi peut-on, sans aucune qualification, « soigner » des malades d'une façon qui n'est accessible, en Belgique, qu'aux détenteurs d'un diplôme de médecin ou d'infirmier ? Pourquoi peut-on, sans aucune qualification, « enseigner » à des gens des matières qui, en Europe, requièrent une formation pédagogique ? Les personnes d'Afrique ou d'ailleurs ne valent pas moins que leurs homologues d'Occident ; ce ne sont pas les cobayes soumis à la bonne volonté de jeunes Européen-ne-s qui veulent jouer au médecin sans frontières.

Éviter ces quatre tromperies est nécessaire d'un point de vue pédagogique ; il l'est également d'un point de vue éthique.

CONCLUSION

Offrir aux jeunes l'illusion d'être des acteurs humanitaires ou de développement n'est pas compatible avec la vraie action humanitaire ou de développement.

Il faut choisir entre l'action pertinente de coopération au développement et le séjour sur place à des fins éducatives. Dans ce dernier cas, on ne peut en aucune manière laisser croire qu'on opère dans le premier registre. Un accompagnement spécifique est au contraire nécessaire pour que les jeunes soient au clair avec les objectifs exacts de leur séjour.

Certaines organisations inscrivent leur action dans une perspective lucrative. Ce n'est pas immoral en soi, mais cela devient très sérieusement problématique si le projet proposé apporte plus de problèmes qu'il n'en résout dans la région visitée et/ou dans la conscience des jeunes et de leur entourage.

De plus en plus de particuliers donnent de leur temps de vacances pour faire du volontariat : c'est le tourisme humanitaire, ou «volontourisme». Plusieurs formules sont possibles, du groupe d'amis qui s'auto-organise et part distribuer du matériel collecté, ou donner un coup de main à une association locale (lire notre reportage au Liban) à l'initiative individuelle, en passant par les «séjours humanitaires» clé en main. Les tour-opérateurs proposent ainsi des «circuits humanitaires», qui promettent de l'atypique, de l'authentique, de l'alternatif. Avec des étapes «solidarité», hors des sentiers battus : don de fournitures scolaires dans un petit village, journée dans un orphelinat, etc.

«L'envie d'engagement ne fléchit pas, observe Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières. Faire de l'humanitaire, c'est faire quelque chose de bien pour l'autre, c'est une attitude sociale légitime qui coexiste en parallèle d'un processus continu de professionnalisation.» Le célèbre médecin est plus critique quant à l'idée de coupler voyage et humanitaire. «Pourquoi vouloir fixer au voyage un autre but que la découverte de personnes, de paysages, de saveurs ? Faire du tourisme en se sentant investi d'une mission, pour être gentil, pour jouer au père Noël avec des livres, des stylos et des médicaments disqualifie le voyage en lui-même. La dissymétrie du rapport rend d'emblée la rencontre impossible. Ce n'est pas de l'ouverture, mais de la condescendance.»

Extrait de Noémie Rousseau, *Tourisme humanitaire, la vraie fausse pitié*, 15 août 2016, site liberation.fr consulté le 1^{er} novembre 2016.



ILES DE PAIX

37 rue du Marché
4500 Huy
info@ilesdepaix.org
WWW.ILESDEPAIX.ORG



DÉFI BELGIQUE AFRIQUE

380 Avenue Van Volxem
1190 Bruxelles
info@ongdba.org
WWW.ONGDBA.ORG

Avec le soutien de la Coopération belge au développement



LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT

